
Perceptions des ménages et des acteurs institutionnels sur la gestion des déchets domestiques dans la ville de Conakry (République de Guinée) : Analyse comparative

Auteur : Millimono, Tamba Saranté

Promoteur(s) : 24586

Faculté : Faculté des Sciences

Diplôme : Master de spécialisation en gestion des risques et des catastrophes à l'ère de l'Anthropocène

Année académique : 2023-2024

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/20829>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

ULiège - Faculté des Sciences - Département des Sciences et Gestion de l'Environnement

UNamur - Faculté des Sciences - Département de Géographie

Perceptions des ménages et des acteurs institutionnels sur la gestion des déchets domestiques dans la ville de Conakry (République de Guinée) : Analyse comparative



Tamba Saranté MILLIMONO

**TRAVAIL DE FIN D'ETUDES PRESENTE EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE
MASTER DE SPECIALISATION EN GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES A L'ERE
DE L'ANTHROPOCENE**

ANNEE ACADEMIQUE 2023 -2024

REDIGE SOUS LA DIRECTION DE FLORENCE DE LONGUEVILLE

COMITE DE LECTURE :

PIERRE OZER

JEAN-MARIE HALLEUX

Copyright

Toute reproduction du présent document, par quelque procédé que ce soit, ne peut être réalisée qu'avec l'autorisation de l'auteur et de l'autorité académique* de l'Université de Liège et de l'Université de Namur.

L'autorité académique est représentée par le(s) promoteur(s) membre(s) du personnel enseignant de l'Université de Liège et de l'Université de Namur.

Le présent document n'engage que son auteur.

Auteur du présent document : **MILLIMONO** Tamba Saranté

Courriel : mitsarante@gmail.com

Epigraphe

« Ce qu'il y a de plus important à étudier dans une société, ce sont ses tas d'ordures »

(Marcel Mauss, né le 10 mai 1872 à Épinal et mort le 11 février 1950 à Paris, sociologue et anthropologue généralement considéré comme le « père de l'anthropologie française »)

Dédicace :

A

Ma famille et mes amis !

Remerciements :

En tant que croyant, je suis reconnaissant tout d'abord à Dieu tout-puissant pour ses innombrables grâces dans ma vie, sans lesquelles ce projet n'aurait pas abouti.

Je remercie mes parents, mon père, Feu Saa Mayo MILLIMONO pour le soutien et l'amour qu'il m'a toujours porté et qui, depuis là-haut, continue de faire briller son étoile de bienveillance sur nous, ma mère Sia Odile TONGUINO et ma femme Koumba Pauline SANDOUNO pour leur amour inconditionnel et leur soutien spirituel. Cela est une énorme bénédiction pour moi.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à ma promotrice, Dre Florence DE LONGUEVILLE pour sa diligence, ses conseils avisés et sa disponibilité constante tout au long de ce projet et cela, en dépit de ses nombreuses charges. Son encadrement a été essentiel à la réussite de ce travail.

Je remercie également toute l'autorité académique de l'Université de Liège et celle de l'Université de Namur pour leur soutien et leurs ressources qui ont facilité mon parcours de formation.

Mes sincères remerciements vont à l'endroit de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES) pour avoir financé ma formation à ce Master, de la Fondation Roi Baudoin à travers le Fonds Elisabeth et Amélie (FEA), l'organisme qui a financé nos travaux de recherche sur le terrain.

Je souhaite aussi exprimer ma reconnaissance aux autorités du Ministère guinéen de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) pour leur accueil chaleureux et leur bonne collaboration durant nos travaux de recherche, en particulier le Centre National de Gestion des Catastrophes et des Urgences Environnementales (CENAGCUE), dont l'accompagnement n'a pas fait défaut.

Enfin, à toutes les personnes que je n'ai pas pu mentionner ici mais dont la contribution nous a aidé à accomplir ce travail, je vous adresse mes plus sincères remerciements.

Listes des figures

Figure 1 : Articulation des principaux AI de la filière Gestion des Déchets Solides (GDS) en Guinée : Source : SPGDS - Berger 2019-----	7
Figure 2 : Carte de la Commune de Ratoma et localisation des enquêtés-----	14
Figure 3 : Décharge principale de Conakry "La Minière". Source : Saranté, enquête terrain 2024 ----	15
Figure 4 : Localisation de la déchetterie "La Minière" (Conakry) -----	16
Figure 5 : Comparaison des perceptions des ménages à celles des AI vis-à-vis des politiques de GDSM -----	21
Figure 6 : amoncellement d'ordures dans des poubelles publiques le long des routes. Source : Saranté, enquêtes terrain 2024 -----	22
Figure 7 : Pratiques de GDSM à Conakry -----	24
Figure 8 : Difficultés des ménages dans la GDSM -----	25
Figure 9 : Pratiques à risques de GDSM -----	26
Figure 10 : influence du niveau d'étude sur les perceptions des ménages-----	27
Figure 11 : Influence du statut marital sur les perceptions des ménages -----	27
Figure 12 : Influence du sexe sur les perceptions des ménages-----	28
Figure 13 : Influence du statut socioéconomique sur les perceptions des ménages-----	28
Figure 14 : Influence de l'âge sur les perceptions des ménages -----	28

Liste des tableaux :

Tableau 1 : Caractéristiques des enquêtés au sein des ménages.....	20
Tableau 2 : Test de comparaison des perceptions des ménages et AI.....	21
Tableau 3 : Coordination des AI sur le terrain.....	24
Tableau 4 : Résultats des Tests inférentiels de Chi.2 et de Fischer	27

AI : Acteurs Institutionnels

ANASP : Agence Nationale de Salubrité Publique

BN : Budget National

CENAGCUE : Centre National de Gestion des Catastrophes et des Urgences Environnementales

DM : Déchets Ménagers

DMR : Directeur de Micro Réalisations

DNACV : Direction Nationale de l'Assainissement et Cadre de Vie

DS : Déchets Solides

DSM : Déchets Solides Ménagers

GDSM : Gestion des Déchets Solides Ménagers

GIE : Groupement d'Intérêt Economique

INS : Institut National des Statistiques

MHA : Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement

OM : Ordures Ménagères

PIB : Produit Intérieur Brut

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PNDES : Plan National de Développement Economique et Social

PPP : Partenariat Public Privé

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RGPH3 : Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat

SPTD : Service Public de Transfert des Déchets

Liste des Annexes

1. Schéma des modes de collecte, transfert et traitement en décharge
2. Institutions et nombre d'AI rencontrés
3. Nombre de ménages enquêtés par quartiers à Ratoma
4. Questionnaire destiné aux ménages
5. Questionnaire destiné aux institutions

Résumé :

Avec l'urbanisation rapide et l'augmentation exponentielle de la quantité de déchets ménagers produits, liés aux modes de consommation d'une société où tout se jette, les pouvoirs publics et les décideurs se retrouvent confrontés à d'énormes difficultés de gouvernance des déchets, notamment la résistance comportementale et l'ancrage des habitudes insalubres. Dans nos sociétés contemporaines, les déchets sont devenus un objet politique et leur gestion implique nécessairement plusieurs acteurs, notamment des acteurs institutionnels (AI) et les ménages. C'est un problème de société qui concerne chaque habitant. Dès lors, il s'avère crucial de renforcer les politiques de gestion des déchets afin de limiter leurs conséquences négatives sur l'environnement, la santé et le cadre de vie, en impliquant davantage les communautés à la base. L'objectif de ce papier est d'analyser les perceptions des ménages et des acteurs institutionnels sur la gestion des déchets domestiques dans la ville de Conakry, afin de mieux comprendre les raisons de la présence des ordures dans la nature, les difficultés rencontrées dans la gestion des déchets ménagers solides (DSM) et de formuler des recommandations pour améliorer le système actuel. Pour cela, nous avons mené une enquête auprès de 280 ménages de la commune de Ratoma et de 100 acteurs institutionnels à Conakry. Nous avons utilisé les logiciels R, Excel et QGIS pour analyser les données. Les résultats montrent une association statistiquement significative entre les perceptions et les facteurs sociodémographiques tels que l'âge, le niveau d'étude, la situation maritale et les activités économiques. Cela implique une adaptation des stratégies de communication et de sensibilisation à chaque niveau. S'agissant des difficultés rencontrées par les ménages dans la gestion des ordures, les résultats relèvent essentiellement, le non-respect des contrats par les PME, l'enclavement de certains quartiers, le manque de sanctions face à l'incivisme notoire des populations. Les ménages évoquent des risques de maladies diarrhéiques due à la contamination de l'eau et de maladies respiratoires due aux fumées nocives du brûlage de la décharge de La Minière. Ils préconisent surtout le déménagement rapide de ce dépotoir. Les AI, quant à eux, notent plutôt les risques accrus d'inondation causée par l'obstruction des caniveaux d'évacuation des eaux de pluie. L'analyse comparative a également montré que les ménages ont une perception fortement négative des politiques alors que les acteurs politiques ont plutôt un avis contraire, même si eux aussi, n'apprécient pas totalement les politiques. Nous pensons, au regard des résultats de cette étude, qu'il est impératif pour les pouvoirs publics de renforcer la communication, d'améliorer la mise en œuvre des politiques, de délocaliser le plus vite possible la déchetterie principale de la capitale Conakry, d'inclure davantage les communautés dans le processus décisionnel et de s'assurer que les politiques sont adaptées aux besoins locaux, car une approche plus participative et transparente peut résoudre le problème.

Mots clés : Ménages, Acteurs institutionnels, Gestion des déchets solides ménagers, Risques, Ratoma

Abstract:

With rapid urbanization and the exponential increase in the amount of household waste produced, combined with the consumption patterns of a society where everything is thrown away, public authorities and decision-makers are faced with enormous difficulties in managing waste. In particular, behavioral resistance and consolidation of unhealthy habits. In our contemporary societies, waste has become a political issue and its management necessarily involves several actors, including institutions and households. It is a social problem that affects every inhabitant. Therefore, it is crucial to strengthen waste management policies in order to limit their negative consequences on the environment and the living conditions by involving more grassroots communities. The objective of this paper is to analyze the perceptions of households and institutional actors on the management of domestic waste in the city of Conakry; in order to better understand the reasons for the presence of garbage in nature, the difficulties encountered in the DSM and make recommendations to improve the current system. To this end, we conducted a survey among 280 households in the commune of Ratoma and 100 institutional actors in Conakry. We used R, Excel and QGIS software to analyze the data. The results show a statistically significant association between perceptions and socio-demographic factors such as age, education level, marital status and economic activities. Communication and awareness-raising strategies need to be adapted at each level. Regarding the difficulties encountered by households in waste management, the results mainly relate to the non-respect of contracts by SMEs, the isolation of certain neighborhoods, the lack of sanctions in the face of the notorious incivility of the population. Households cite the risk of diarrheal diseases due to water contamination and respiratory diseases due to the noxious fumes from the burning of the landfill. Above all, they recommend the landfill be removed as soon as possible. AI, on the other hand, point to the increased risk of flooding due to the obstruction of rainwater drainage channels. The comparative analysis also showed that households have a strongly negative perception of the policy, while political actors have a contrary opinion, even if they too do not fully appreciate the policy. In the light of the results of this study, we believe that it is imperative for the public authorities to strengthen communication, improve the policy implementation, relocate the main recycling center in the capital Conakry as soon as possible, involve communities more in the decision-making process and ensure that policies are tailored to local needs, a more participatory and transparent approach can solve the problem.

Keywords: Households, Institutional actors, Household solid waste management, Risks, Ratoma

Table des matières

Copyright	ii
Epigraphe	iii
Dédicace :	iv
Remerciements :	v
Listes des figures	vi
Liste des tableaux :	vi
Sigles et abréviations	vii
Liste des Annexes	viii
Résumé :	ix
Abstract:	x
Table des matières	xi
Chapitre 1 : Introduction	1
1.1 Contexte et problématique	1
1.2 Hypothèses de recherche	5
1.3 Objectifs de l'étude	5
Chapitre 2 : Cadre conceptuel et Revue de la littérature	5
2.1 Définitions des concepts	5
2.1.1 - Perceptions	5
2.1.2- Ménages	6
2.1.3 - Acteurs institutionnels (AI)	6
2.1.4 – Pratiques et politiques de gestion des déchets domestiques	7
2.1.5 - Déchet	7
2.1.5.1 Déchets domestiques	8
2.1.5.2 - Approche gestionnaire	8
2.1.5.3 Déchets et environnement :	8
2.1.6 - L'analyse par comparaison	9
2.2 Etat de l'art :	10
Chapitre 3 : Matériel et Méthodes	13
3.1 Zone de l'étude	13
-----	14
3.2 Etat des lieux de la Gestion des Ordures à Conakry	14
3.3 Méthodes	16
3.3.1 – Revue de la littérature :	17
3.3.2 - L'échantillonnage	17
3.3.3 – Choix des quartiers à enquêter	17
3.3.4 – choix des ménages et des personnes à enquêter	18
3.3.5 - Sélection des AI	18

<i>3.3.6 Déroulement de la collecte des données</i>	18
<i>3.3.7 - Le pré-test</i>	19
<i>3.4 - Analyse des données</i>	19
Chapitre 4 : Résultats	19
<i>4.1 Caractéristiques des enquêtés</i>	19
<i>4.2 – Perceptions des ménages et des acteurs institutionnels</i>	20
<i>4.2.1 Politiques de gestion des déchets</i>	20
<i>4.2.2 Pratiques de gestion des déchets</i>	23
<i>4.2.3 Les difficultés rencontrées par les ménages</i>	24
<i>4.2.4 Risques liés à la gestion des déchets ménagers</i>	25
<i>4.2.5 Propositions de solutions</i>	26
<i>4.3 – Perceptions et facteurs sociodémographiques</i>	27
Chapitre 5 : Discussion	29
Conclusion	36
Références bibliographiques :	38

1.1 Contexte et problématique

La quantité de déchets produits augmente de manière alarmante. Les nations se développent rapidement sans établir les infrastructures nécessaires pour gérer l'évolution des déchets domestiques. Les centres urbains, où réside plus de la moitié de la population mondiale et qui génèrent plus de 80 % du PIB global, sont particulièrement touchés par les défis de gestion des déchets à l'échelle mondiale. D'après un rapport récent de la Banque mondiale intitulé "What a Waste 2.0" (2018) ([Quel gâchis \(worldbank.org\)](http://www.worldbank.org) consulté le 20/06/2024) la production annuelle de déchets solides urbains atteint plus de 2 milliards de tonnes, dont au moins 33 % ne sont pas correctement traités sur le plan environnemental. Ce rapport actualisé, comparé à celui de 2012, prévoit une augmentation de 70 % de la quantité de déchets produits chaque année au cours des prochaines 30 années, pour atteindre plus de 3 milliards de tonnes. Cette hausse est attribuée à l'urbanisation rapide, à la croissance démographique et au développement économique. (<https://www.banquemonde.org/fr/news/>)

Dans les grandes villes africaines, plusieurs facteurs rendent difficiles la maîtrise de la gestion de l'assainissement urbain. La forte croissance démographique (plus de 5% par an en moyenne dans les villes) (NGNIKAM *et al.*, 2007) s'accompagne d'un développement spatial anarchique qui échappe à tout contrôle des pouvoirs publics et une partie importante de la population n'a pas accès aux services urbains. Ces agglomérations, désireuses de dynamiser leur développement pour améliorer la vie de leurs habitants, doivent faire face aux effets néfastes des déchets sur la qualité de vie, l'environnement et la santé publique. (Bagalwa *et al.*, 2013). Il a été prouvé que les activités humaines génèrent une quantité excessive de déchets et de résidus. Dans les villes des pays en développement, la production de déchets est en moyenne d'environ 0,75 kg par habitant et par jour. Cependant, cette moyenne varie considérablement, allant de 0,3 kg par habitant et par jour dans les quartiers informels à 1,4 kg par habitant et par jour dans les quartiers aisés (Bagalwa *et al.*, 2013).

Le problème des déchets ménagers devient de plus en plus alarmant en raison de leur nature polluante et parfois toxique. En outre, certains de ces déchets se décomposent difficilement et restent longtemps dans l'environnement. Les inondations dans certaines villes africaines, souvent causées par l'obstruction des caniveaux en raison de l'accumulation des déchets dans les canalisations, les rivières et sur les voies publiques, entraînent des dommages matériels et des pertes en vies humaines significatives. Dans la plupart de ces villes, les décharges à ciel ouvert se trouvent à proximité des habitations. Ces décharges attirent des insectes nuisibles et des microbes qui sont responsables de nombreuses maladies mortelles, posant ainsi des problèmes majeurs de santé publique (Bagalwa *et al.*, 2013). Les autorités des pays en voie de développement n'arrivent pas à mettre en place un système efficace de gestion des ordures. En Côte d'Ivoire, l'Etat a mis en place un système de gestion des ordures, en 2008, sous la houlette de l'Agence Nationale de Salubrité Urbaine (ANASUR). Malgré cela, on retrouve les ordures partout dans les rues et la problématique des déchets dans la capitale Abidjan est inquiétante (Sovogui, 2019). Au Cameroun, les autorités du pays ont privatisé le secteur de la gestion des déchets et ont confié le ramassage des ordures à une société étrangère, Hygiène et Salubrité du Cameroun (HYSACAM). En dépit de cette volonté de l'Etat qui pense que l'expertise étrangère est la solution, la salubrité de la ville de Yaoundé ne s'est pas améliorée et est même devenue

plus que médiocre (Ngambi, 2016). Dans le but de venir à bout de cette situation, des organisations publiques et privées se constituent, des stratégies, projet et programmes se mettent en place mais les actions ne parviennent pas à changer la donne, elles se heurtent à d'énormes difficultés d'ordre structurelles telles que la pauvreté, l'urbanisation désordonnée, l'incivisme des populations, l'absence d'une conscience environnementale, etc. C'est en effet à juste titre que plusieurs chercheurs affirment que les systèmes de gestion des déchets mis en place dans les villes africaines sont peu efficaces (Sovogui, 2019).

Conakry, capitale de la République de Guinée, n'est pas en marge de cette réalité. La gestion quotidienne et durable de la propreté des villes guinéennes est une priorité pour le Gouvernement, matérialisée par la création d'un Ministère de l'Environnement et du Développement Durable¹ (MEDD), d'un code de l'environnement² qui a pour objet de gérer et de protéger l'environnement et le capital naturel contre toute forme de dégradation (Cf. art 1, 10, 103 et suivants) et d'une Direction Nationale de l'Assainissement et Cadre de Vie (DNACV³) Aussi., le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) de la Guinée, adopté début 2017, met en avant l'importance de l'hygiène et de la salubrité en promouvant un cadre de vie sain. Ce plan prévoit de renforcer le système de gestion des déchets urbains, visant un taux de collecte de 90 % et une augmentation de 10 % du taux de recyclage des déchets collectés d'ici 2029 (PNDES, 2016). D'un point de vue institutionnel, cette priorité est également intégrée dans « Grand Conakry - Vision 2040 », un document programmatique national. Elle s'est notamment traduite par la création de l'Agence Nationale de l'Assainissement et de la Salubrité Publique (ANASP), suite à l'éboulement de la décharge de "La Minière" (Figure 1), au quartier Dar Salam (dépotoir principal situé en plein cœur de Conakry, dans la commune de Ratoma, ayant entraîné la mort d'une dizaine de personnes) pour mieux gérer la situation des ordures (Bangoura, 2017).

Les principaux défis de cette institution se résument à réduire la production de déchets, améliorer la collecte et accroître le recyclage (Diallo, 2005). Selon le document de Stratégie de Professionnalisation de la gestion des déchets solides de la ville de Conakry, élaboré par le Ministère guinéen de l'Hydraulique et de l'Assainissement, (MHA), *"la ville de Conakry est parmi les villes de l'Afrique sub-saharienne qui possèdent un dispositif de gestion des déchets solides établi. Celui-ci s'articule autour de 4 segments : pré-collecte, collecte, transfert et décharge. La pré-collecte, entièrement financée par les usagers, est sous la responsabilité d'une centaine de PME/GIE qui, par traction humaine et/ou moto-tricycles transportent les déchets jusqu'aux points de regroupement. Leur collecte et transfert vers la décharge est actuellement sous la responsabilité de l'ANASP, suite au démantèlement du Service Public de Transfert des Déchets (SPTD) et en attendant le recrutement d'un opérateur privé."* (MHA, 2019). Selon les estimations de 2020, la population de Conakry est de 2 millions d'habitants sur une superficie de 116 Km² (BAD, 2022). Siège du pouvoir politique et des activités économiques, la ville a connu une rapide croissance démographique qui n'a pas été suivie de plan d'aménagement et d'infrastructures et de services de base adéquats. Cette situation assez problématique entraîne des impacts environnementaux et sociaux négatifs graves en termes de dégradation du cadre de vie et des risques élevés de maladies en milieu urbain. La gestion des déchets dans cette ville est dominée par l'approche "partenariat public-privé", Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui contribuent à l'assainissement dans les centres urbains (Baldé et al., 2022). En dépit de

¹ Décret D/O65/PRG/SGG du 4 Octobre 2004

² Décret D/2019/221/PRG/SGG portant promulgation de la loi L/2019/0034/AN du 04 juillet 2019

³ ARRETE A/2022/3321/MEDD/CAB/SGG du 16 novembre 2022 portant attributions et organisation de la DNACV

l'existence de nombreuses PME, les ménages adoptent diverses méthodes pour se débarrasser de leurs déchets, telles que l'incinération à ciel ouvert ou l'utilisation des caniveaux comme poubelles. Ces pratiques sont aggravées par les problèmes de qualité et d'accès aux dépotoirs, dus à une urbanisation anarchique. Par conséquent, des amas d'ordures s'accumulent le long des routes, dans les quartiers et les marchés. Cette prolifération des déchets reflète les insuffisances des capacités de gestion des déchets dans toutes les communes de Conakry (Fofana et al., 2022), malgré les initiatives des autorités et des ONG actives dans ce domaine. Dans les grandes communes comme Ratoma, le problème est exacerbé par une urbanisation rapide, souvent sans respect des normes relatives à l'expansion continue de la capitale guinéenne. Cette urbanisation désordonnée, combinée à une croissance démographique explosive, pose de sérieux défis budgétaires pour l'assainissement et augmente les risques environnementaux, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau potable pour les ménages.

En parlant de risques associés, Sameh Wahba, directeur en charge du développement urbain et territorial, de la gestion du risque de catastrophe et de la résilience à la Banque mondiale nous rappelle que « *La mauvaise gestion des déchets contamine les océans, obstrue les canaux d'évacuation des eaux et provoque des inondations, propage des maladies, accroît les problèmes respiratoires du fait du brûlage des ordures à l'air libre, tuent des animaux et affecte le développement économique, en nuisant par exemple au tourisme* ». ([« Déchets : quel gâchis 2.0 » : un état des lieux actualisé des enjeux de la gestion des ordures ménagères \(banquemondiale.org\) consulté le 24/06/2024](#)). D'après Bangoura (2017), le taux de collecte des déchets, qui était de 70 % en 1997, a chuté drastiquement pour atteindre à peine 20 % aujourd'hui. Cette diminution significative survient alors que la quantité de déchets produits a fortement augmenté, passant de 600 tonnes en 1997 à plus de 1500 tonnes en 2015. L'inefficacité des structures chargées de la collecte et de l'évacuation des déchets ménagers contribue à la prolifération de dépotoirs sauvages incontrôlés à travers la ville. Les ordures ménagères et les eaux usées sont le plus souvent déversées dans les caniveaux, les rues et les espaces libres. L'enjeu majeur consiste à définir un cadre de politique robuste assorti de moyens conséquents, qui encadre la mise en place et le fonctionnement d'un service d'assainissement capable de protéger la ville contre les risques sanitaires et climatiques.

Les villes de Guinée font face à divers défis démographiques, économiques, sociaux, environnementaux et sanitaires, nécessitant des efforts et des engagements soutenus en matière d'infrastructures de transport, de réseaux de services de base, d'équipements publics, de services et de logement. Ces défis sont particulièrement pressants et importants dans la capitale, Conakry. L'assainissement est sans doute l'un des principaux défis pour le développement de cette ville. Le manque de ressources des PME et des GIE, ainsi que l'insuffisance de financement des municipalités, entraînent des dysfonctionnements récurrents qui compromettent la gestion efficace des déchets ménagers, conduisant à l'accumulation de dépotoirs sauvages dans l'espace urbain (Bangoura, 2017). La seule décharge de la ville, « La Minière », est saturée et représente une véritable catastrophe écologique et sociale, étant désormais entourée par des habitations en raison de l'expansion urbaine. Les déchets solides sont omniprésents, jonchant les rues, les abords des maisons, le littoral et les cours d'eau, s'amoncelant dans des décharges sauvages et obstruant les systèmes d'évacuation des eaux. Dans les quartiers de la capitale, spécialement dans la commune de Ratoma, ces déchets accumulés sont souvent brûlés sans précaution près des habitations et des voies de circulation. Cette situation entraîne des conséquences graves, telles que la propagation de maladies, la pollution de l'air, des sols et des eaux (de surface et souterraines), la perte de biodiversité et

l'émission de gaz à effet de serre⁴. Pour tenter de remédier à cette situation, le Gouvernement de la République de Guinée a mis en place une stratégie de professionnalisation de la gestion des déchets solides pour la période de dix ans (2019-2029), via un processus de planification inclusif. Ce document de planification stratégique à moyen terme, fondé sur une analyse rapide mais complète, s'intègre aux grands objectifs de la "Vision Guinée 2040". Il est structuré autour de principes directeurs et d'axes stratégiques pour répondre aux besoins et défis de la capitale.

Il y a aussi la stratégie nationale de l'assainissement (révisée en décembre 2023) qui prévoit la mobilisation de différents acteurs (Agence Nationale d'Assainissement et de Salubrité Publique [ANASP], gestionnaire de décharge, opérateurs privés de pré-collecte, communes, transporteurs, recycleur). L'Union Européenne et le Gouvernement guinéen ont également intégré l'Assainissement urbain comme secteur de concentration dans le Programme Indicatif National (PIN) du 11^e Fonds Européen de Développement [FED]. Il vise à améliorer le cadre stratégique et institutionnel du développement urbain aux niveaux national et local, en renforçant les capacités institutionnelles, la planification urbaine nationale, ainsi que la planification de la ville de Conakry (ENABEL Guinée, 2023 ; PNUD Guinée, 2021). Il apparaît clairement que la gestion des déchets est sans doute un des domaines qui coûte cher aux municipalités, surtout le gouvernorat de Conakry qui en a fait ces dernières années son cheval de bataille.

Cependant, même si cela est évident, on remarque dans la littérature que peu de recherches ont abordé les raisons de l'inefficacité des stratégies de gestion des déchets solides ménagers (DSM) à Conakry. En conséquence, il existe très peu de données sur le sujet. Pourtant, analyser l'inefficacité des politiques de gestion des DSM est la base même qui guide la construction d'une perspective de gestion durable des déchets ménagers. D'où notre motivation à réaliser cette étude sur la gestion des déchets ménagers par l'analyse des perceptions des ménages et des acteurs institutionnels dans la ville de Conakry. Il est clair que nous ne pouvons pas prétendre apporter la solution toute-faite pour en finir avec les problèmes de gestion des DSM à Conakry, mais, en tant que Sociologue et gestionnaire des risques, nous pensons pouvoir apporter notre modeste part de contribution à la recherche de solutions à ce sujet qui est trop souvent abordé de manière technique. Comme le disait BRAS, cité par Bangoura (2017) « *si la gestion des déchets apparaissait autrefois comme une activité de nature purement technique et financière, la réalité tend à montrer aujourd'hui qu'elle va au-delà de ces dimensions* ». Ainsi, cette étude pourra mener à d'autres réflexions plus approfondies et servir de tremplin aux futures recherches dans le domaine des déchets ménagers dans les villes de Guinée. Dans la mesure où nous nous proposons de combler ces insuffisances, cette problématique nous a conduit à nous poser la question suivante :

Qu'est ce qui explique la présence de nombreux tas d'ordures dans la nature à Conakry ?
De cette question principale, émergent d'autres sous interrogations :

Question 1 : Comment les politiques sont-elles perçues par les ménages et les acteurs institutionnels ?

Question 2 : Quels sont les facteurs qui influencent les perceptions des ménages ?

Question 3 : Quels sont les freins à l'amélioration du système actuel de gestion des DSM ?

⁴ Stratégie de Professionnalisation de la Gestion des Déchets Solides de la ville de Conakry, 2019 - 2029

1.2 Hypothèses de recherche

Hypothèse principale : La gestion des déchets à Conakry est en rapport avec les perceptions des ménages et des acteurs institutionnels sur les politiques qui régulent ce secteur. Les hypothèses secondaires qui en découlent sont :

H1 : la présence des ordures dans les rues de Conakry s'explique par les perceptions négatives des ménages vis-à-vis des politiques de gestion des déchets.

H2 : Les perceptions des ménages sont influencées par les facteurs sociodémographiques et le genre.

H3 : Le manque de concertation et de coordination des acteurs institutionnels dans le processus de gestion des déchets constitue un frein à l'amélioration du système actuel de gestion des DSM à Conakry.

1.3 Objectifs de l'étude

L'objectif général poursuivi par notre travail de recherche est d'analyser les perceptions des ménages et des acteurs institutionnels sur la gestion des déchets domestiques dans la commune de Ratoma (Conakry), afin de mieux comprendre les raisons qui expliquent la présence d'ordures Ménagères (OM) dans la nature et faire des propositions de recommandation pour améliorer le système actuel.

Objectif 1 : Analyser les perceptions des ménages et des acteurs institutionnels à l'égard des pratiques actuelles et politiques publiques de gestion des déchets domestiques dans la commune de Ratoma.

Objectif 2 : Analyser les facteurs qui influencent les perceptions des ménages et des acteurs institutionnels sur les pratiques de gestion des déchets domestiques dans la commune de Ratoma.

Objectif 3 : Analyser les perceptions des acteurs institutionnels sur la coordination des actions dans la chaîne de gestion des DSM à Conakry.

Chapitre 2 : Cadre conceptuel et Revue de la littérature

Dans ce chapitre, nous allons aborder les principaux concepts autour desquels s'articule la thématique étudiée, et la revue de la littérature, permettant de comprendre, à travers les recherches déjà effectuées sur le sujet, les insuffisances que notre travail peut combler. Ainsi, nous pensons qu'il est important d'éclairer les notions de perceptions, ménages, acteurs institutionnels, déchets, déchets domestiques, pratiques et politiques de gestion des déchets domestiques, gestion des déchets. Pour aborder de manière cohérente et complète les objectifs de cette étude, nous avons privilégié la théorie de la comparaison qui offre un cadre global permettant de comprendre les interactions complexes entre les différents acteurs (ménages et institutions), les politiques publiques et les pratiques de gestion des déchets.

2.1 Définitions des concepts

2.1.1 - Perceptions

Nous entendons par perception, dans le contexte de notre étude, le processus par lequel les individus acquièrent, interprètent et organisent des informations sensorielles, cognitives et émotionnelles pour former une compréhension subjective de la réalité environnante. Cette perception est influencée par leurs expériences personnelles, leurs interactions avec le système de gestion des déchets en place, et les contextes socioculturels dans lesquels ils évoluent.

(4. *Entre perception et conscience : les sensations/l'émotion, les émotions/le sentiment, l'empathie, l'attention, l'espace et le temps* | Cairn.info) consulté le 24/06.2024. Pour les ménages, elle inclut des aspects tels que la fréquence de collecte des déchets, la propreté de leur environnement immédiat, les obstacles et des risques liés à la mauvaise gestion des déchets. Pour les acteurs institutionnels, il s'agit de l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques et des stratégies de gestion des déchets mises en œuvre. Selon Kengne (2013), les perceptions sont formées par l'observation directe, l'expérience personnelle et l'interaction avec l'environnement. Par exemple, un ménage peut percevoir l'efficacité du service de collecte des déchets par la régularité de la collecte et la propreté des rues. Une fois les informations acquises, elles sont interprétées et organisées en fonction des expériences passées, des attentes, des croyances et des valeurs culturelles. Par exemple, un acteur institutionnel peut interpréter les résultats d'un programme de gestion des déchets en fonction des objectifs fixés par les politiques publiques (Kpanou *et al.*, 2014). La perception n'est pas uniquement basée sur des observations sensorielles, mais aussi sur des processus cognitifs (comme l'analyse des informations et la prise de décision) et émotionnels (comme les sentiments de satisfaction ou de frustration liés à la gestion des déchets) (Kouadio *et al.*, 2012).

2.1.2- Ménages

Dans le contexte de cette étude, comme dans la plupart, un ménage est considéré comme l'ensemble des personnes, qu'elles aient ou non des liens de parenté, vivant habituellement dans un même logement et partageant des ressources communes pour assurer les besoins de la vie quotidienne. Il peut s'agir des familles nucléaires ou élargies, des colocataires, et d'autres formes de cohabitation (Kengne *et al.*, 2013). Les membres d'un ménage partagent des ressources communes et organisent ensemble leur vie quotidienne, y compris la gestion des déchets domestiques (Kouadio *et al.*, 2012). Pour nous, les ménages sont considérés comme les principaux générateurs de déchets domestiques et leurs perceptions influencent directement les politiques de gestion des déchets. Cela permet de comprendre les attitudes, motivations et obstacles liés à la gestion des déchets au niveau individuel et familial.

2.1.3 - Acteurs institutionnels (AI)

Dans le cadre de cette recherche, un acteur institutionnel est défini comme toute organisation, entité ou personne ayant un rôle formel et reconnu dans la planification, la mise en œuvre, la régulation, et le contrôle des politiques et des pratiques de gestion des déchets domestiques. Cela inclut les institutions gouvernementales (Figure 1), les municipalités, les agences de régulation, les entreprises de gestion des déchets, et les organisations non gouvernementales (ONG). Selon Bonametti (2016), les AI comprennent les entités organisées avec une structure officielle et une reconnaissance légale, telles que les ministères, les municipalités, et les agences de régulation. Ils ont des responsabilités spécifiques et définies dans la gestion des déchets, allant de la planification des politiques publiques à la mise en œuvre de programmes de collecte et de traitement des déchets (Diallo & Bengaly, 2014). Les AI jouent un rôle clé dans l'élaboration et la régulation des politiques de gestion des déchets, influençant les pratiques et les comportements des ménages et des autres parties prenantes (Mbaye, 2015). Ils interagissent directement ou indirectement avec les ménages, par le biais de la fourniture de services, de campagnes de sensibilisation, et de l'application de la réglementation (Diop, 2013). Ils jouent un rôle primordial dans la mise en œuvre et la régulation des politiques de gestion des déchets. Leurs perceptions et actions déterminent souvent l'efficacité et l'acceptabilité des systèmes de gestion des déchets au sein de la communauté.

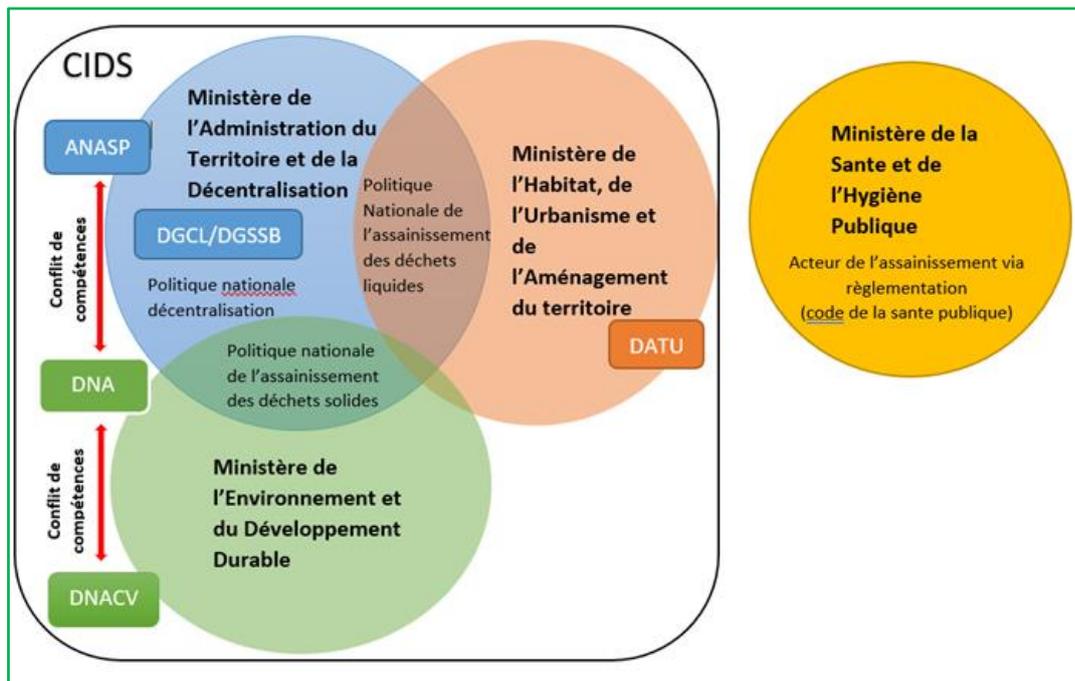


Figure 1 : Articulation des principaux AI de la filière Gestion des Déchets Solides (GDS) en Guinée : Source : SPGDS - Berger 2019

2.1.4 – Pratiques et politiques de gestion des déchets domestiques

Dans ce travail, cette expression désigne l'ensemble des actions, méthodes, et comportements adoptés par les ménages et les institutions pour la gestion des déchets produits au sein des foyers (collecte, tri, transport, traitement, élimination). Selon [Gueye \(2014\)](#), les pratiques de gestion des déchets englobent les différentes actions et méthodes utilisées pour traiter les déchets domestiques, allant du tri à la source au transport vers les sites de traitement ou d'élimination, ou encore, les comportements adoptés par les ménages, tels que le tri des déchets recyclables, le compostage des déchets organiques, et la participation aux systèmes de collecte sélective ([Sarr, 2015](#)). Quant aux politiques, elles font référence aux programmes, projets, décrets, lois, stratégies, adoptés par le gouvernement guinéen qui encadrent le secteur de la gestion des déchets en Guinée. Parlant du rôle des institutions, [Sylla \(2016\)](#), souligne que les pratiques incluent aussi les activités des institutions, telles que la mise en place de politiques de gestion des déchets, la fourniture de services de collecte et l'exploitation des installations de traitement des déchets. L'utilisation et l'efficacité des infrastructures de gestion des déchets, telles que les centres de tri, les décharges, et les usines de recyclage, font également partie des pratiques de gestion des déchets domestiques ([Tall, 2017](#)). Analyser les pratiques actuelles permet donc de comprendre les méthodes utilisées par les ménages et les institutions pour gérer les déchets, identifier les bonnes pratiques et les lacunes, et proposer des améliorations. Ces pratiques sont influencées par les perceptions, les ressources disponibles, les infrastructures et les politiques en place.

2.1.5 - Déchet

L'Homme, pour satisfaire ses besoins utilise les ressources de la nature et c'est dans ce processus qu'il produit constamment des déchets. Si la nature avait autrefois la capacité d'absorber les déchets des humains, aujourd'hui avec la démographie galopante et l'augmentation de la quantité de déchets issus des modes de consommation, l'équilibre de l'environnement est

perturbé et cette fonction n'est plus assurée. Les ordures envahissent davantage les milieux de vie et il devient impérieux, pour des raisons d'esthétique et d'hygiène, de s'en occuper, d'autant plus, qu'au 21^{ème} siècle de nos jours, les déchets sont de plus en plus un sujet pertinent et de préoccupation mondiale. Toutefois, pour définir ce concept polysémique, il faut se référer à différentes disciplines et des perceptions sociales, qu'elles soient collectives ou individuelles. D'un point de vue étymologique, il provient du bas latin "déchié", une forme régulière du participe passé du verbe "déchoir" (qui dérive de "cadere" en latin, signifiant "tomber"), qui désigne une perte de valeur d'une matière ou d'un objet jusqu'à ce qu'il devienne inutilisable à un moment et en un lieu spécifique (Pichat, 1996). Il existe divers types de déchets, tels que les déchets industriels, agricoles, miniers, hospitaliers, etc. Cette étude se focalise exclusivement sur les déchets ménagers, produits par les activités quotidiennes des foyers, incluant les déchets organiques, recyclables et non recyclables. Ces différents types de matériaux et substances nécessitent une gestion adéquate pour minimiser leur impact environnemental et sanitaire. Afin de mieux appréhender ce concept, nous le définirons sous plusieurs angles.

2.1.5.1 Déchets domestiques

Dans ce travail, l'utilisation des termes Déchets Domestiques (DD), Déchet Organique (DO), Ordures Ménagère (OM), Déchets Solides Ménagers (DSM) ou tout simplement Déchets Solides (DS) ont la même signification. Ce sont des Déchets issus de l'activité domestique des ménages, qu'il s'agisse de déchets biodégradables ou fermentescibles ou de déchets assimilés. Les déchets solides municipaux comprennent une variété de matériaux tels que les matières recyclables et compostables, les déchets domestiques et les déchets provenant des commerces, des institutions ou des chantiers de construction et de démolition. ([Déchets solides municipaux : une responsabilité partagée - Canada.ca](#) consulté le 24/06/2024).

2.1.5.2 - Approche gestionnaire

Le dictionnaire Larousse définit la gestion comme « *Action ou Manière de gérer, d'administrer, de diriger, d'organiser quelque chose. Période pendant laquelle quelqu'un gère une affaire* ». Cependant, dans le contexte de notre problématique, cette définition est limitée puisqu'elle se concentre surtout sur l'aspect management ou financier. La gestion englobe les aspects opérationnel et technique, faisant référence aux domaines environnementaux, économiques, administratifs, et de performance (productivité et qualité). Elle se rapporte à la prévention, la réduction, la ségrégation, la réutilisation, le conditionnement, la collecte, le transport, le traitement, la récupération d'énergie et l'élimination des déchets solides. La gestion des déchets transcende le cadre du management et intègre des organisations plus complexes, incluant les programmes, les stratégies et les institutions. "Gérer les déchets solides signifie donc réfléchir non seulement à l'élimination finale, mais aussi à l'évolution des services selon les dispositions légales, et à la création d'outils pour les agents économiques" (Slosse G., 1995). Selon Naghel M., la gestion des déchets comprend toutes les opérations liées à la collecte, au tri, au transport, au stockage, à la valorisation et à l'élimination des déchets, ainsi que le contrôle de ces opérations.

2.1.5.3 Déchets et environnement :

De l'antiquité à quelques siècles dans l'histoire, les déchets ne posaient pas de problèmes à l'Homme et son environnement. Mais, à partir du XX^e siècle, les déchets sont devenus un enjeu central pour l'environnement. Les discussions autour de la gestion des déchets, particulièrement des déchets ménagers, pour la protection et la conservation des milieux urbains sont désormais omniprésentes (Ngambi, 2016). Cela se fait voir aujourd'hui par des politiques, de réduction de

des déchets, la mise en place de systèmes efficaces de collecte et de traitement des déchets, ainsi que l'encouragement à la valorisation et à la réutilisation. Tout au début des temps, la technique privilégiée et considérée comme efficace d'élimination des déchets était l'incinération. Dans leur ouvrage intitulé « *Incineration des déchets ménagers* » les auteurs [Le Goux J-Y. et Le Douce C. \(1995\)](#) ont mis en exergue les aspects techniques, économiques, réglementaires et environnementaux de cette pratique qu'est l'incinération. Ils ont trouvé des avantages mais aussi des inconvénients, car pour eux, « *l'incinération engendre des menaces sur l'environnement comme sur la santé* », elle réduit de 70% la quantité de déchets, mais les 30% restant constituent une source hautement toxique qu'il faut éliminer, en faisant allusion aux dioxines et de furannes⁵ qu'elle injecte dans l'air en milieu urbain. Les fumées polluantes s'échappant des cheminées contiendraient jusqu'à 27 différents types de polluants atmosphériques ([Anjou et Poirier, 1992](#)). Par ailleurs, quelle que soit la manière d'éliminer les déchets, la perception environnementaliste du déchet reste mitigée parce qu'il n'y a pas de déchet ou de méthode de traitement sans nuisance ou avec un risque zéro. La dégradation de l'environnement par les déchets, surtout dans les villes, peut avoir des conséquences graves sur la santé et le bien-être des populations, particulièrement les plus pauvres qui sont, d'ailleurs, constamment exposées aux problèmes de santé et aux problèmes environnementaux du fait de leur contact permanent avec les déchets solides ménagers ([Haddoy et al. \(1992 ; 2000\). 2015](#)).

2.1.6 - L'analyse par comparaison

Que veut dire comparer ? Selon Giovanni Sartori, cité par ([Vigour, 2005](#)), comparer, « c'est à la fois assimiler et différencier par rapport à un critère ». Il s'agit donc, primo, de relever des similitudes et des divergences en fonction d'un critère prédéfini et qui oriente le regard du chercheur. Ainsi, selon la même auteure, on entend par comparaison, la mise en regard systématique, la confrontation d'au moins deux cas dans un certain contexte, défini par le chercheur. Ainsi [Pierre Bourdieu](#), cité par la même source, dans bon nombre de ses ouvrages, compare les pratiques culturelles et goûts de différentes classes sociales, en mettant en avant la force de *l'habitus* comme facteur explicatif de différences sociales observées. Il définit *l'habitus* comme un ensemble de dispositions acquises, à la fois forgées par le milieu social d'origine, et structurant d'autres pratiques sociales dans différents domaines (politique, social, culturel, etc.). Si l'on est bien d'accord que la méthode est un « ensemble de démarches que suit l'esprit pour découvrir et démontrer la vérité » et, plus largement, un « ensemble de démarches raisonnées, suivies, pour parvenir à un but » (Petit Robert, 1998), alors la comparaison constitue bien une méthode. La méthode de recherche par comparaison, également appelée méthode comparative, est une approche qui implique l'examen systématique des points de ressemblance et des différences entre deux ou plusieurs cas ou phénomènes. Émile Durkheim (1858-1917), considéré comme l'un des fondateurs de la sociologie moderne, a utilisé la méthode comparative dans son étude sur le suicide pour montrer comment des facteurs sociaux influencent ce phénomène ([Durkheim, 1897](#)). Également, Max Weber (1864-1920) a fait l'emploi de cette méthode dans ses analyses des religions et des économies, comparant les sociétés occidentales et orientales pour comprendre les différences dans le développement économique et social ([Weber, 1904](#)). De même, dans le domaine de la Gestion des Déchets Ménagers (GDM) la méthode comparative a été employée dans plusieurs études pour analyser les perceptions et les

⁵« Les dioxines et les furanes sont les noms communs des substances chimiques toxiques qu'on trouve en très petites quantités dans l'environnement, notamment dans l'air, l'eau et le sol. Comme elles sont présentes dans l'environnement, on les trouve aussi dans certains aliments. L'exposition aux dioxines et aux furanes a été associée à une vaste gamme d'effets indésirables sur la santé des humains et des animaux de laboratoire. Le genre et la fréquence des effets indésirables dépendent généralement de la durée et du degré de l'exposition ».
[Dioxines et furanes - Canada.ca \(21/06/2024\)](#)

pratiques en la matière. Ces études permettent de comprendre comment différents contextes sociologiques, économiques et politiques influent sur les attitudes et les comportements en matière de GDM. Nous pouvons citer [Gouveia, N. et Ruscitto, A. \(2009\)](#), comme exemple, qui ont réalisé une étude où ils comparent les perceptions des résidents de différentes villes brésiliennes concernant la gestion des déchets solides, en mettant en faisant ressortir les différences liées aux politiques locales et aux niveaux de sensibilisation. Ils ont trouvé que les résidents des villes où les politiques de gestion des déchets sont plus strictes et qui bénéficiaient des programmes de sensibilisation avaient une meilleure perception de l'importance de la gestion des déchets. Cependant, les différences de statuts socio-économiques influençaient également les attitudes des populations. [Achankeng, E. \(2003\)](#) s'est adonné à la comparaison des perceptions des résidents des villes de Douala et de Yaoundé au Cameroun. Dans son "Analyse des perceptions et pratiques de gestion des déchets solides dans les villes de Douala et Yaoundé au Cameroun", il conclut que la gestion inefficace des déchets dans ces villes était largement due à un manque d'infrastructures adéquates, de financement, et de sensibilisation publique. Partant des exemples que nous venons de mentionner, nous pouvons dire que le bien fondé du choix de cette approche pour notre étude réside dans le fait que la méthode de recherche par comparaison permet de révéler les influences contextuelles, les points de convergence et les points de divergence et d'identifier des solutions potentielles en comparant différents environnements. C'est un matériel puissant pour comprendre les perceptions et les pratiques de gestion des déchets ménagers et aider à formuler des recommandations plus robustes et adaptées aux spécificités locales.

2.2 Etat de l'art :

La première démarche de tout chercheur, écrit [Joly \(1864\)](#), « consiste à faire un inventaire complet des connaissances déjà réunies sur le sujet et sur l'espace à étudier pour éviter en effet de refaire un travail déjà accompli par d'autres. Pourtant cet inventaire se doit d'être critique : certains ouvrages sont insuffisants ou dépassés (...). Il peut même aboutir à un constat de carence ». C'est dans ce sens que nous avons fait, en amont, un recueil synthétique de ce qui a été déjà fait sur le sujet et la zone choisis. Cela nous a aidé à bien orienter notre étude surtout l'élaboration des objectifs et hypothèses de recherches. Plusieurs chercheurs de formation différentes (Sociologues, Economistes, Démographes, etc.) ont fait des études sur les perceptions des ménages et des AI, les pratiques de collecte et de gestion des déchets solides ménagers dans certaines régions d'Afrique de façon générale et en Guinée, spécialement à Conakry de façon spécifique.

Selon les travaux de [Mumujuya \(2022\)](#) sur la collecte des déchets ménagers solides dans la ville de Bukavu, les habitants se débarrassent de leurs ordures dans la rue, les espaces publics, etc. Les autorités municipales (la mairie) conjuguent d'énormes efforts avec certaines organisations œuvrant dans le domaine de la gestion des déchets pour lutter contre ce fléau et essayer de trouver des solutions. Selon l'auteur, "La ville de Bukavu, appelée autrefois « Bukavu la belle », est devenue, selon certains observateurs, « Bukavu la poubelle »" Les résultats obtenus par la même source ont également montré que l'abonnement aux structures de collecte était un facteur déterminant à prendre en compte car les ménages abonnés étaient plus nombreux que ceux qui ne l'étaient pas ; aussi, le niveau de tri des déchets produits était faible; il n'y a presque pas de valorisation des déchets et toutes les catégories de déchets sont directement mises en décharge sans triage. Dans la même dynamique, l'étude sur la Gestion des déchets solides ménagers dans la ville de Dapaong au Nord Togo, publiée par les auteurs [Avougla et al. \(2023\)](#), a montré une prolifération dans la localité d'étude, des dépotoirs sauvages situés surtout dans

les zones marécageuses, les parcelles non aménagées, les rues, les caniveaux, les rigoles, etc. et cela, en dépit des interdictions des autorités municipales. Pourquoi l'espace est la cible des populations pour y déverser tout ce qu'elles veulent ? Une étude de [Sangare \(2012\)](#), centrée sur les perceptions des usagers dans les marchés de Colma et Colsama à Bobo Dioulasso au Burkina Faso, mentionne la perception différenciée des populations de la notion de l'espace public, certainement liée aux croyances culturelles et religieuses qui influencent le mode de gestion des déchets. Selon cet auteur, certains pensent que « *l'espace public est comme l'espace vacant, c'est là où on fait ce qu'on veut, sans qu'on ait aucun reproche, c'est le laisser-aller, le laisser faire... C'est la mairie qui doit s'en occuper.* » Pour d'autres, « *l'espace public est souvent sale parce qu'il n'appartient à personne, ce qui est différent de l'espace privé qui est bien entretenu et toujours propre* ».

Cette conception locale de la notion d'espace public, même si elle n'est pas la même pour toute la population, s'avère préoccupante car, ne semble pas favoriser des politiques publiques d'assainissement. La population pense qu'elle peut se débarrasser de ses ordures dans l'espace public, alors qu'elle évite de le faire dans les espaces privés qu'elle considère comme propres. [Ngambi \(2015\)](#), dans sa thèse doctorale intitulée « Les déchets solides ménagers de la ville de Yaoundé (Cameroun) : de la gestion linéaire vers une économie circulaire », a exploré divers aspects de cette problématique. L'auteur s'est penché sur l'accès au service public, les nuisances et les risques associés à la gestion linéaire des déchets, ainsi que sur les opportunités économiques et les filières de valorisation des déchets qui pourraient aider à créer une économie circulaire à Yaoundé. Selon Ngambi, il ne suffit plus de simplement collecter, transporter et enfouir les déchets dans les décharges pour réduire leurs nuisances, autrement dit, d'éloigner simplement le déchet des espaces de vie privés ou publics. Il est désormais essentiel de maximiser leur valorisation afin d'améliorer nos conditions de vie.

En République de Guinée, des études ont aussi été effectuées dans le cadre de la gestion des déchets solides domestiques. [Bah \(2006\)](#) s'est attelé à faire une évaluation du degré de satisfaction ou de non satisfaction des ménages de la commune de Kaloum quant à l'efficacité des systèmes actuels de gestion des déchets solides qu'ils produisent. Ainsi les résultats obtenus à partir de l'enquête ménage ont montré que la majorité des ménages interrogés ont déclaré qu'ils n'étaient pas satisfaits des services de gestion des déchets. Les principales raisons évoquées sont l'irrégularité des services de ramassage d'ordures, en l'occurrence les PME, l'éloignement des points de regroupement des ordures et l'insuffisance de couverture géographique des PME. Selon le même auteur, 95% des ménages sont engagés à participer de façon globale, financièrement ou non, à la gestion des ordures pour améliorer durablement la situation. [Uzoma \(2020\)](#) a travaillé sur les "*déterminants économiques de la participation des ménages à la gestion des ordures ménagères dans la commune de Ratoma à Conakry*" dans le but d'analyser la relation entre la participation financière des ménages et la qualité de la pré-collecte des ordures ménagères, spécifiquement, décrire l'état actuel du système d'assainissement, caractériser le coût de la pré-collecte et analyser les dispositions des ménages à payer pour la pré-collecte. Son étude basée sur la compréhension des déterminants des comportements des ménages face à la gestion des déchets ménagers a révélé plusieurs faiblesses notamment l'insuffisance de moyens financiers des ménages et leur faible participation à la gestion des déchets. De la même source, il existe une forte corrélation entre les moyens financiers des ménages et la collecte des ordures.

Il faut admettre que les villes des pays africains, telles que Conakry, font face à un problème croissant de gestion des déchets ménagers produits par leurs populations. La faiblesse des ressources allouées à cette gestion, combinée à des mécanismes inefficaces d'élimination, contribue à la dégradation progressive de l'image de ces villes. Cela se manifeste par l'accumulation de grandes quantités de déchets dans les rues, les espaces publics, et les caniveaux, créant ainsi une source de pollution environnementale. Selon [Bangoura \(2017\)](#), ce problème est particulièrement aigu à Conakry où, en plus des défis liés à la pauvreté, au chômage, à la santé et au logement, l'environnement urbain de cette "capitale poubelle" est préoccupant. Dans sa thèse doctorale intitulée "Gestion des déchets solides ménagers et ségrégation socio-spatiale dans la ville de Conakry", l'auteure a examiné les causes de la mauvaise gestion des déchets solides ménagers dans un contexte d'inégalités socio-spatiales. Son étude avait pour objectif de démontrer que le secteur de la gestion des déchets, incluant le recyclage et la valorisation par la récupération, peut être un générateur d'emplois. De plus, elle visait à intégrer les questions d'inégalités socio-spatiales dans les politiques et plans de gestion afin de minimiser l'impact des déchets sur la santé publique et l'environnement.

Au regard de tous ces travaux, nous pouvons dire que de nos jours, la gestion des déchets solides urbains dans les villes africaines en général et particulièrement à Conakry, est l'un des enjeux les plus cruciaux dans le domaine environnemental. A Conakry, les populations pratiquent l'incinération des déchets à ciel ouvert toute l'année et cela n'est pas sans conséquence car, le brûlage des ordures, surtout de façon incontrôlée, dégage dans l'air, des gaz à effet de serre tels que les furannes, le méthane, le dioxyde de carbone et les poussières qui, à une concentration élevée, entraînent des dommages sanitaires, parfois irréversibles aux habitants. Selon Sanoh (2019) cité par [Uzoma \(2020\)](#), le service public de gestion des déchets dans la ville de Conakry est confronté à de nombreux problèmes tels que l'insuffisance d'investissement, la faible participation des populations à la salubrité en raison d'un incivisme écologique notoire, l'absence de stratégie nationale efficace de gestion des ordures et un cadre réglementaire inadéquat. Pour ce même auteur, les ménages, qui sont considérés pourtant comme principaux producteurs de déchets, ne participent pas assez dans la gestion des ordures.

La gestion des déchets domestiques constitue un défi majeur pour les collectivités locales et les gouvernements en raison de son impact significatif sur l'environnement, la santé publique et le développement durable ([Zaman, 2015](#)). Les travaux antérieurs ont largement documenté les différentes approches de gestion des déchets, telles que la réduction à la source, le recyclage, le compostage et l'incinération ([Pires et al., 2011](#) ; [Wilson et al., 2015](#)). Cependant, il existe une reconnaissance croissante de l'importance de comprendre les comportements et les perceptions des ménages en matière de gestion des déchets, car ces facteurs jouent un rôle crucial dans l'efficacité des politiques et des programmes de gestion des déchets ([Barr, 2007](#)).

Plusieurs études ont exploré les attitudes des citoyens envers le tri des déchets et le recyclage ([Kelly et al., 2006](#) ; [Ebreo & Vining, 2001](#)), mais peu se sont concentrées sur une analyse approfondie des perceptions des ménages concernant l'ensemble du processus de gestion des ordures ménagères. Cette lacune dans la littérature limite la capacité des décideurs à concevoir des stratégies de gestion des déchets qui soient à la fois acceptées et suivies par la population.

La présente étude s'inscrit dans ce cadre plus large en visant à combler cette lacune. En se basant sur les travaux de Barr (2007) et de Ebreo & Vining (2001), notre recherche explore les perceptions des ménages sur la gestion des ordures ménagères à travers une approche mixte. L'objectif est de fournir des informations plus détaillées qui permettront d'élaborer des politiques de gestion des déchets plus efficaces et adaptées aux réalités locales.

En examinant les perceptions des ménages, cette étude apporte une contribution importante à la littérature existante en offrant une perspective renouvelée sur les comportements des citoyens et en mettant en lumière les facteurs sociodémographiques et économiques qui influencent la gestion des déchets domestiques. De plus, les résultats de cette recherche pourraient guider les initiatives éducatives et les campagnes de sensibilisation, en facilitant une meilleure adoption des pratiques de gestion des déchets.

Chapitre 3 : Matériel et Méthodes

3.1 Zone de l'étude

La région de Conakry est une subdivision administrative localisée dans la partie ouest de la Guinée, également appelée gouvernorat de Conakry avec une population estimée à 1.667.864 habitants et un taux d'accroissement annuel de l'ordre de 6,6%, (INS, 2014). La commune de Ratoma (Figure 2), une des communes de Conakry érigée en mairie en 2014, est celle qui intéresse particulièrement notre étude. Elle est située au Nord-Ouest de la presqu'île de Kaloum et couvre une superficie de 62 km², et comprend 34 quartiers (INS, 2018) dont 20 sont concernés par notre étude. Sur le plan du relief, la commune de Ratoma est peu accidentée par endroit, vers la dorsale dans les quartiers de Koloma II, Koloma Soloprime et Nassourelaye. Sur le plan socioéconomique, le manque d'emploi est un problème majeur à Ratoma. Les jeunes (surtout les hommes), sont nombreux sans activité et représentent un poids supplémentaire pour les familles. Selon le rapport de PAM (2020), le taux de pauvreté à Ratoma est de 44%, le deuxième plus élevé de la ville de Conakry.

L'activité économique des populations vivant à Ratoma est essentiellement basée sur le petit commerce, majoritairement pratiqué par les femmes. Il existe quelques possibilités de pratiquer les activités agricoles, quoique relativement modestes. Les sols hydromorphes ayant une salinité acceptable sont exploitables et cela peut permettre de développer certaines cultures vivrières irriguées telles que riz, le maraîchage, etc. toutefois, ces sols malgré leur qualité médiocre, sont souvent sources de tensions entre les habitants du fait de la surpopulation. L'élevage (surtout la volaille) est aussi pratiqué en périphérie de la commune. L'activité de la pêche représente la principale source de revenu pour les habitants des quartiers situés au bord de la mer. De plus, le métier de l'artisanat aussi y est bien présent.

S'agissant de la population, Ratoma est la deuxième commune la plus peuplée de la ville de Conakry. Selon le RGPH3 de 2014, la population de Ratoma était estimée à environ 652 714 habitants dont 331 040 masculine et 327 374 féminine. Ainsi sa population représente 39,3% de la population totale de Conakry. La densité moyenne de la population est de 12000 ha/km² avec un taux de croissance annuelle de 3,4%. Cette population est répartie entre 118 560 ménages. La commune abrite également la décharge publique de la ville et cinq zones de tri et de traitement. Selon une étude menée par le PNUD en 2021, dans cette commune, seulement 25% des ménages sont abonnés à une PME de ramassage d'ordures homologuée par la Commune. La pré-collecte auprès des autres ménages est aléatoire ou inexistante. Dans de nombreux cas, les déchets des ménages sont simplement jetés dans la rue (PNUD, 2021). Ce constat permet de clairement entrevoir les faiblesses du système de gestion des ordures que notre étude permettra d'élucider davantage.

Localisation des ménages et AI enquêtés

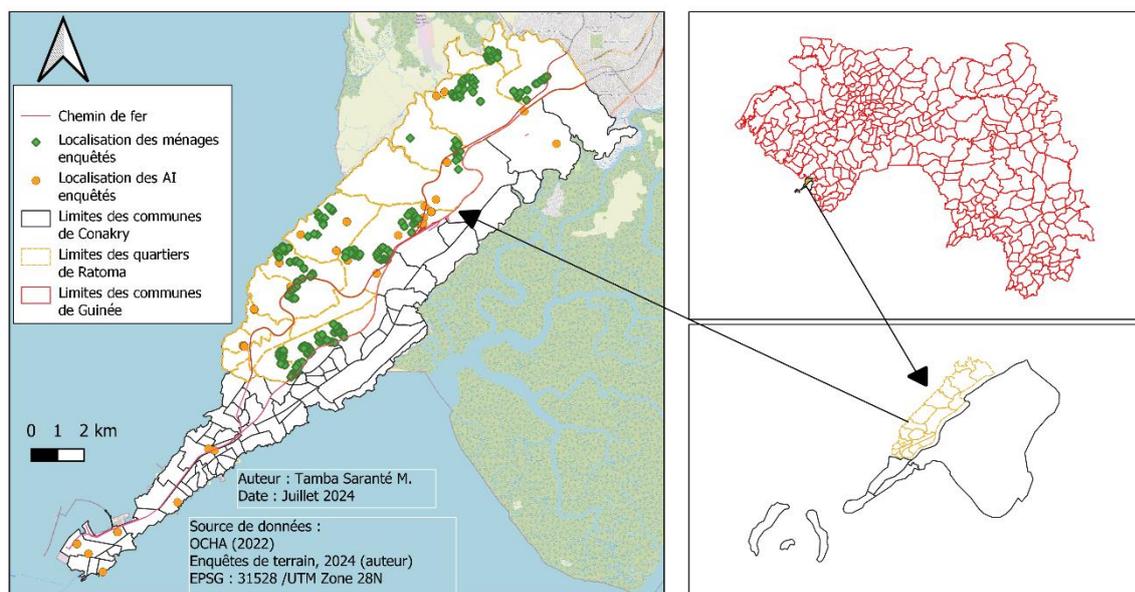


Figure 2 : Carte de la Commune de Ratoma et localisation des enquêtés

3.2 Etat des lieux de la Gestion des Ordures à Conakry

A partir de 1997, un nouveau système de gestion a été mis en place, basé sur une répartition des responsabilités institutionnelles et financières, qui a conduit à la création d'un Service Public de Transferts des Déchets (SPTD), chargé de l'assainissement solide de la ville de Conakry, la délégation progressive du service à des acteurs privés avec attribution des zones de collecte à des PME, une prise en charge du coût du service par les bénéficiaires (système de cotisations par type de famille). Le mécanisme de gestion des déchets demandait des compétences opérationnelles pour assurer les opérations de pré-collecte, collecte, transfert et mise en décharge. La pré-collecte était confiée aux communes, dans le cadre du programme transitoire de gestion des déchets. Ensuite, les communes de la ville de Conakry ont délégué la gestion opérationnelle aux PME, à travers des contrats de concessions d'une durée déterminée de 6 ans renouvelable, au code des Collectivités Locales (CL). Au niveau central, de nos jours, c'est le MHA⁶ qui est en charge de l'assainissement solide et liquide en collaboration étroite avec le Ministère de l'Environnement qui assure le pilotage stratégique du volet environnement, à travers la Direction Nationale de l'Assainissement et du Cadre de Vie (DNACV). Des services ont été créés pour accompagner la mise en œuvre opérationnelle, tels que l'Agence Nationale de l'Assainissement et de la Salubrité Publique (ANASP⁷), Comité Interministériel pour le Suivi

⁶ Décret N'D/101/2019/PRG/SGG du 28 mars 2019

⁷ Etablissement public à caractère administratif créé en novembre 2016 sous la tutelle du ministère en charge de la décentralisation a pour mission de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de gestion des déchets solides et d'en assurer le suivi.

de la Professionnalisation de la Gestion des Déchets Solides⁸. Sur le plan organisationnel, la ville est divisée en zones conformément aux limites administratives des communes et des quartiers. La pré-collecte des déchets consiste en un ramassage des déchets dans les quartiers, auprès des habitants, des entreprises/magasins et des marchés. Elle est sous la responsabilité des PME/GIE entièrement financée par les usagers. L'ANASP apporte des appuis-conseils aux communes qui ont délégué cette fonction au secteur privé dans la gestion et la valorisation des déchets solides et veille aussi au respect des engagements contractuels. Il y a actuellement, 44 points de regroupement (PR) pour un besoin total estimé à 80 PR qui sont alimentés par la pré-collecte suivant deux schémas, soit c'est la population elle-même qui achemine ses déchets vers un point de regroupement situé dans le quartier, soit ce sont les PME qui le font à l'aide de systèmes de transport simples tels que des charrettes à bras, des moto tricycles ou encore des petits camions. La collecte et le transfert vers la décharge est sous la responsabilité de l'ANASP et est réalisée au niveau des PR. Toutes les ordures collectées sont transférées à la décharge de La Minière sur la commune de Ratoma. Cette décharge pose d'importants problèmes de fonctionnement car elle est en phase de saturation avancée. Le site s'étend du nord au sud sur une distance de près d'un kilomètre (Figure 4), sa largeur maximale ne dépassant pas 400 m (SPGDS, 2019-2029). C'est une décharge sauvage bordée de nombreuses habitations et d'une population estimée à 130.000 personnes (Berger, 2016), exposées de façon permanente aux risques d'éboulement, pollution de l'air et de la nappe phréatique (Figure 3).



Figure 3 : Décharge principale de Conakry "La Minière". Source : Saranté, enquête terrain 2024

Vue la quantité d'ordures produites à Conakry, les capacités de la décharge de La Minière sont devenues insuffisantes et un nouveau site devant abriter un Centre d'Enfouissement Technique (CET) a été identifié à 67 km de la décharge actuelle, localisé dans la commune de Kouria mais la compétence sur sa gestion n'est pas encore précisée par un texte réglementaire accompagnant le code des collectivités locales et le code de l'environnement. A cet effet, le gouvernement guinéen, à travers le Ministère de l'environnement, a élaboré une stratégie de gestion pérenne des déchets solides en Guinée qui repose sur six axes : i) La responsabilisation entière des communes sur toute la chaîne d'élimination des déchets (Annexe 1), (de la collecte à la mise en décharge) par la création et l'opérationnalisation d'un service communal de la propreté (SCP), au niveau de chaque commune ; ii) La mise en synergie des secteurs public et privé dans la gestion des déchets au niveau des communes (le secteur privé intervient au

⁸Sous l'autorité du Premier Ministre, ce comité créé en novembre 2016 a pour mandat de coordonner la mise en œuvre des réformes relatives à la professionnalisation de la gestion des déchets solides.

niveau du premier maillon pré collecte, collecte et transfert et le secteur public s'occupe des PR et la décharge à travers la DNACV ; iii) La sensibilisation de tous les acteurs (producteurs, opérateurs de terrain, bailleurs de fonds de proximité et autres) par la mise en place d'un programme communal annuel de communication sur les déchets dans le but d'amener les bénéficiaires du service à prendre en charge les coûts liés à la pré-collecte, la collecte et le transfert ; à assurer la formation de tous les acteurs de façon permanente ; iv) La fragmentation du financement du service de collecte des déchets en deux parties : premièrement, les bénéficiaires du service (tout producteur de déchets) prennent en charge sur la base du service rendu, les coûts liés à la collecte et le transfert, deuxièmement, les communes et la ville de Conakry (pour les communes de Conakry) prennent en charge le fonctionnement des Centres d'Enfouissement Techniques des déchets (CET) et l'amortissement des investissements ; v) Instauration d'une écotaxe en vue de la valorisation des matières résiduelles ; vi) la réglementation de la gestion des déchets conformément aux textes d'application du code l'environnement.

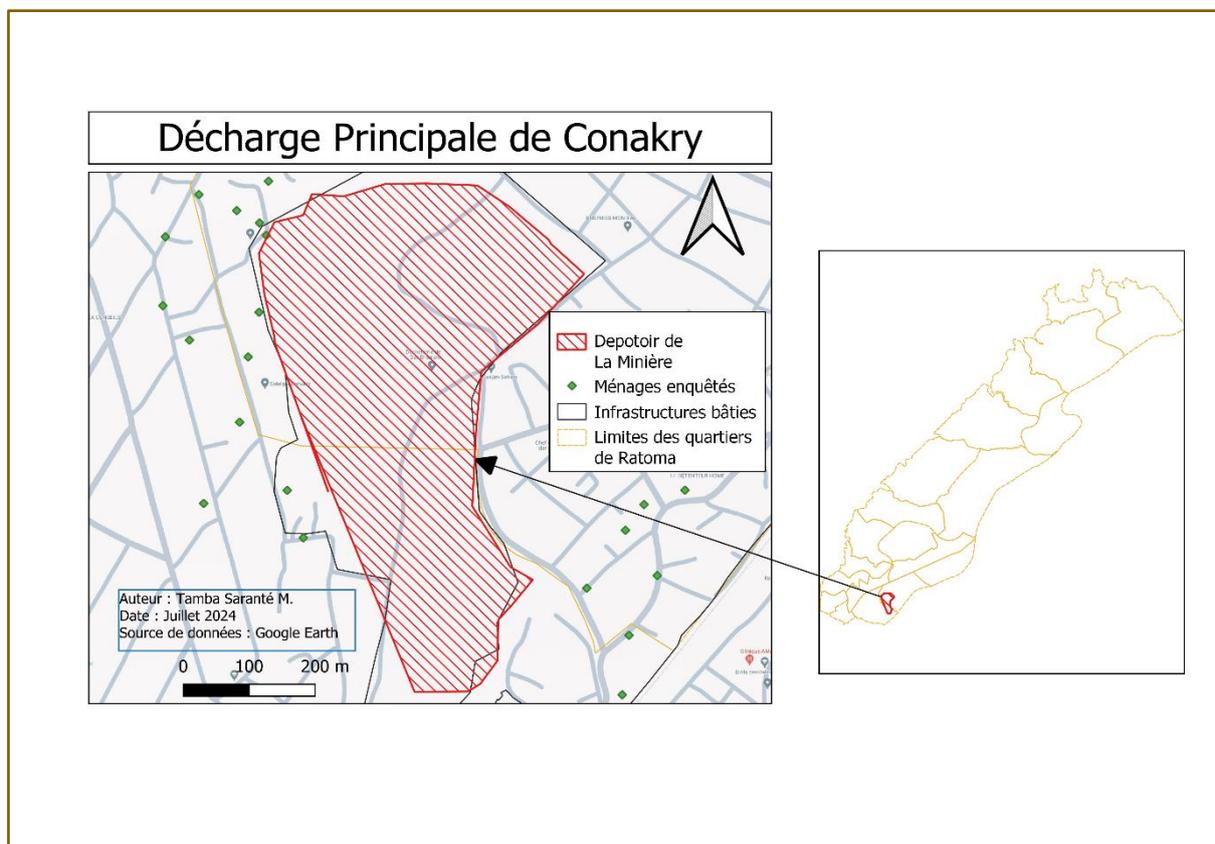


Figure 4 : Localisation de la déchetterie "La Minière" (Conakry)

3.3 Méthodes

Notre méthodologie adoptée est mixte (qualitative et quantitative) de nature hypothético-déductive pour aborder une analyse comparative des perceptions des ménages et des AI la gestion des déchets domestiques dans la commune de Ratoma, permettant de recueillir des données diversifiées et de trianguler les résultats pour une analyse plus approfondie. Elle s'articule autour des points suivants :

3.3.1 – Revue de la littérature :

Elle a consisté en l'exploration des connaissances existantes afin d'identifier et comprendre ce qui a déjà été étudié sur le sujet, l'identification des lacunes et des questions de recherche afin de détecter ce qui manque dans les connaissances actuelles et orienter nos questions de recherche, montrer comment cette étude comblera les lacunes identifiées ou étendra les connaissances existantes, construire un cadre de référence pour l'étude en s'appuyant sur des théories et des concepts existants et en fin, informer le choix des méthodes de recherche basées sur ce qui a été efficace ou non dans les études précédentes.

3.3.2 - L'échantillonnage

Pour notre recherche, nous avons privilégié l'échantillonnage en grappes, qui est une méthode de sélection des répondants basée sur la sélection des groupes plutôt que des unités individuelles de la population cible. La taille de l'échantillon varie en fonction de nombreux facteurs dont le but de l'étude, les types de recherche, la taille de la population, l'erreur d'échantillonnage que le chercheur souhaite considérée, etc. (Sarmah & Hazarika, 2012). Selon INS (2014), la population de la commune de Ratoma est de 652.783 habitants. Nous avons utilisé la formule de Cochran pour calculer la taille de l'échantillon, car elle est particulièrement adaptée et permet

d'obtenir un échantillon représentatif avec une marge d'erreur acceptable : $n = \frac{Z^2 \cdot P \cdot (1-p)}{e^2}$

Où :

N est la taille de l'échantillon, Z est la valeur Z correspondant au niveau de confiance choisi (1,96 pour un intervalle de confiance de 95 %), p est la proportion estimée de la population qui a la caractéristique étudiée (par défaut 0,5 si l'on ne dispose pas d'estimation préalable). E est la marge d'erreur acceptée (par 0,05). En appliquant cette formule avec un niveau de confiance de 95 %, une marge d'erreur de 5 % et en supposant que la proportion estimée de la population ayant une perception spécifique est de 50 % (p = 0,5), nous avons obtenu un échantillon initial

$$\text{de : } n = \frac{1.96^2 \cdot 0.5 \cdot (1-0.5)}{0.05^2} \approx 384$$

Cette taille d'échantillon nous permet d'assurer une représentation adéquate des perceptions des ménages et des AI à Conakry. Cependant, pour des raisons pratiques, nous avons choisi de travailler avec un échantillon de 380 personnes (280 ménages et 100 AI). Cette formule a aussi été utilisée dans l'étude de Diop, M., & Sarr, A. (2021) sur les "Perceptions et comportements des ménages en matière de gestion des déchets à Dakar"

L'enquête a été réalisée à travers des interviews individuelles auprès d'individus âgés de 18 ans révolus dans les ménages (chefs de ménages ou membre), les responsables locaux, les leaders d'associations, les personnalités publiques, les experts spécialisés dans la gestion des déchets, les acteurs non étatiques (ONGs, institutions, privé, ...), etc.

3.3.3 – Choix des quartiers à enquêter

20 sur 34 quartiers ont été choisis de façon raisonnée. Ce choix a été opéré suivant certains critères formels, établis de commun accord avec les autorités communales et communautaires, tels que la densité de population qui influence la quantité de déchets, tous les quartiers situés dans les environs de la décharge de La Minière qui sont confrontés aux problèmes de gestion des déchets, l'accessibilité et la diversité géographique afin d'avoir une bonne représentativité de la commune

3.3.4 – choix des ménages et des personnes à enquêter

Il n'existe pas de liste exhaustive des ménages issue de recensements locaux ou autre source officielle, ni de statistiques sur le nombre de ménages que contient la zone d'étude. Pour contourner cette difficulté, nous avons choisi aléatoirement les ménages selon un échantillonnage systématique dans chaque quartier. Un nombre de 14 ménages dont une personne à interroger par ménage, a été retenu pour des raisons de faisabilité pratique, soit 280 pour 20 quartiers ([Annexe 3](#)). Le premier ménage était choisi au hasard, puis le ménage suivant était choisi suivant un parcours de 200 mètres pour éviter trop de marche aux enquêteurs. Nous avons veillé à respecter les critères de représentativité et de volontariat du ménage. Le ménage qui n'acceptait pas de nous recevoir était laissé au profit du ménage suivant. Une fois dans le ménage, le questionnaire était administré à la personne membre de la famille, dont l'âge est de 18 ans révolus, disponible et qui a accepté de répondre librement. Cependant, lors de l'administration du guide d'entretien, certains ménages se sont montrés hostiles et parfois très agressifs à l'égard de nos équipes d'enquête qu'ils ont confondues aux autorités étatiques. Ces cas ont été résolus grâce à l'implication de l'autorité locale qui nous accompagnait sur le terrain et qui aidait dans la sensibilisation des ménages sur les objectifs de notre étude, les ménages disposés à nous recevoir ont répondu aux questions du guide, puisque la démarche était caractérisée par le principe du consentement éclairé des enquêtés.

3.3.5 - Sélection des AI

Nous avons fait une petite analyse documentaire en consultant différents documents officiels, les rapports d'organismes gouvernementaux et d'ONGs, etc. pour identifier les principales institutions impliquées dans la gestion des déchets domestiques à Conakry. Il s'agit des Ministères, les ONGs, les entreprises de collecte des déchets, etc. ([Annexe 2](#)). Ensuite, nous avons demandé l'avis d'experts locaux ou nationaux dans les domaines de la gestion des déchets pour obtenir des recommandations sur d'autres AI clés à inclure dans notre étude. Nous avons en fin procédé par approche de "boule de neige" pour sélectionner 18 institutions par suite de critères additionnels spécifiques tels que leur mission, leur rôle dans la prise de décision, leurs activités de terrain, ...et 100 personnes à interroger.

3.3.6 Déroulement de la collecte des données

Tout d'abord, nous avons élaboré des questionnaires structurés pour les ménages avec des questions fermées et ouvertes pour recueillir des données quantitatives et qualitatives. Pour les AI, un guide d'entretien nous a permis de mener des entretiens semi-directifs afin d'obtenir des perspectives détaillées et qualitatives ([Annexes 4 et 5](#)). Sur le terrain à Conakry, une équipe d'enquêteurs composée de 6 personnes (5 enquêteurs et un gestionnaire de base de données), ayant une bonne expérience des enquêtes terrain, a été recrutée suite à un appel d'offres. Ils ont été informés sur les objectifs et les enjeux de l'étude, ensuite ont bénéficié d'un cadrage sur les techniques d'enquête et les outils de collecte (questionnaires, application KoboToolbox), puis une simulation a eu lieu en vue de s'assurer de la compréhension des termes et du contexte des questionnaires. Enfin, une répartition a été faite par binôme conformément à la zone géographique. Pour compléter les questionnaires et entretiens, des observations directes des tas d'ordures et des pratiques de gestion des déchets dans les quartiers sélectionnés ont été utilisées. Nous avons pu explorer en profondeur les perceptions, les pratiques et habitudes des ménages en matière de gestion des DM tout en ayant la possibilité de modifier l'ordre des questions, d'en poser d'autres en fonction du discours du répondant ; de cerner comment ils perçoivent les enjeux et les défis de la GDS dans leur localité.

3.3.7 - Le pré-test

Nous avons testé nos questionnaires auprès d'un petit échantillon de ménages et d'AI avant la collecte proprement dite. Ce pré-test nous a permis de vérifier la longueur du guide et du questionnaire et également la compréhension des questions par les répondants. Cela nous a conduits à réajuster quelques questions. Par exemple, pour la question concernant l'implication des ménages dans la gestion des ordures, tous les enquêtés répondaient par "OUI" alors que ce n'était pas forcément le cas. Nous avons alors introduit une autre question pour savoir comment ils géraient leurs ordures afin de faire le lien entre leur perception et la pratique en tant que telle. Aussi, les questions sur les pratiques de collecte qui marchent et celles qu'on pourrait améliorer, nous nous sommes rendus compte que beaucoup de réponses n'allaient pas dans le sens des modalités qui était prévues, nous avons donc dû créer une modalité "Autres à préciser", ensuite, la notion de politique était beaucoup confondu aux partis politiques, nous avons donc instruit fermement les enquêteurs d'expliquer cela aux enquêtés, qu'il ne s'agit pas d'activités des partis politiques mais plutôt de stratégies, projets et programmes de gestion des déchets par l'Etat guinéen et ses partenaires.

3.4 - Analyse des données

Pour les données qualitatives, après les avoir organisées dans un fichier texte, nous avons procédé au codage sélectif pour identifier les thèmes centraux ou les catégories principales qui émergent des données. Ensuite, nous avons réalisé une analyse narrative qui a consisté à structurer les données en récits pour leur donner un sens global. Pour les données quantitatives, nous avons effectué des analyses descriptives (fréquences, moyennes) et des analyses comparatives (tests de chi-carré, Fischer) pour identifier les différences de perceptions entre ménages et AI. Nous avons procédé ainsi pour analyser les perceptions des ménages et des AI. Les logiciels Excel, QGIS et R ont été utilisés.

Chapitre 4 : Résultats

4.1 Caractéristiques des enquêtés

		Effectif	Pourcentage
Sexe	F	166	59
	M	114	41
Age	18 à 25	36	13
	26 à 40	127	45
	41 à 60	83	30
	60 et plus	33	12
Niveau d'études	Universitaire	81	29
	Secondaire	77	28
	Primaire	17	6
	Professionnelle	33	12
	Aucun	72	26
Taille des Ménages	Moyenne	183,65	9
Statut Marital	Marié	200	71
	Célibataire	46	16
	Divorcé	10	4
	Veuf/ve	26	9

		Effectif	Pourcentage
Activité	Ménagère	72	26
	Ouvrier	29	10
	Vendeur/se	67	24
	Fonctionnaire	40	14
	Autres	76	27

Tableau 1 : Caractéristiques des enquêtés au sein des ménages

Il ressort que les personnes rencontrées sont majoritairement des femmes, d'une proportion de 59% contre celle de 41% des hommes (Tableau 1). Le nombre le plus élevé de femmes interviewées par quartier est de 12. La population guinéenne compte 52% de femmes (INS, 2014), en plus, les femmes sont souvent celles qui restent à la maison pour s'occuper des tâches domestiques et de la gestion des ordures au quotidien, dans le contexte des sociétés africaines (Sore et Napon, 2016). Nous n'avions pas prévu de rencontrer plus de femmes mais ce sont elles que nous trouvons sur place et qui se prêtaient le plus à nos questions. La tranche d'âge des enquêtés dans les ménages majoritairement rencontrés est celle de 26 à 40 ans (45%), suivie de celle de 41 à 60 ans (30%). Quant à l'âge des AI entretenus, il est d'une moyenne de 43 ans pour 60% d'enquêtés composés d'hommes et 37 ans pour 40% composés de femmes. Ces acteurs sont des directeurs de services, les chefs d'entreprises, les présidents d'associations, les secrétaires généraux, présidents de conseils des collectivités locales, etc. Le nombre plus important d'hommes parmi les AI que nous avons rencontrés s'explique, car, dans la sociologie africaine en général et guinéenne particulièrement dominée par le patriarcat, la femme demeure dans le foyer. Elle transmet la vie et s'occupe de l'éducation des enfants. L'homme et la femme jouent des rôles différents pour la subsistance de la famille. Les femmes jouent un rôle plus important dans le domaine agricole tandis que les hommes s'occupent de l'administration, la chefferie, la gouvernance, etc. (Ngoyi, (2015)). La taille moyenne des ménages est de 9 personnes, la principale activité économique est la vente ou le commerce. Par rapport au statut marital, la plupart des répondants au sein des ménages étaient des mariés et 29% parmi eux avaient un niveau d'étude universitaire.

4.2 – Perceptions des ménages et des acteurs institutionnels

4.2.1 Politiques de gestion des déchets

Une grande partie, soit 48% des enquêtés au sein des ménages rencontrés, pense que les politiques ne sont pas du tout efficaces (échec) car, elles ne parviennent pas à produire des résultats satisfaisants sur le terrain (Figure 5). Cette proportion est suivie de celle de 41% des personnes qui reconnaissent que l'impact des politiques est visible mais celles-ci devraient tout de même être améliorées. Pour les AI, 45% déclarent que les politiques, projets et programmes sont efficaces parce qu'il y a des progrès tangibles dans la gestion des déchets, 51% affirment que les politiques sont peu efficaces car, elles ne parviennent pas à réduire les dépotoirs sauvages dans la ville. Rappelons que les AI sont responsables de l'élaboration et de l'implémentation des politiques, ce n'est donc guère étonnant qu'ils les apprécient. Par contre, plus de la moitié des répondants parmi eux, n'apprécient pas vraiment les politiques, cela nous a quand même étonné.

D'après notre entretien avec un haut cadre de l'ANASP, les politiques ont apporté des améliorations, car dit-il,

« La production d'ordures ménagères est estimée à 1800 tonnes pour le grand Conakry, aujourd'hui, 1200 tonnes sont collectés. Il y a eu un découpage de la ville en zones confiées aux PME qui se sont engagées dans un contrat avec les communes, à amener les ménages à s'abonner

à 80% et le suivi de cela est assuré par les collectivités, l'ANSAP a aussi des agents sur le terrain. On a produit des documents d'orientation et de planification qui ont beaucoup amélioré la situation, tels que la stratégie de professionnalisation et le schéma directeur. Avant, on avait du mal à nous orienter sur le terrain, il n'y avait pas document, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui.»

D'autres AI interrogés ont des perceptions négatives des politiques. Ils ont fait allusion à la création par l'Etat, de services dont les missions et les domaines de responsabilités se recoupent (conflits de compétences) entravant ainsi une coordination efficace des interventions. Selon un cadre du secteur privé,

« Il y a conflit de compétences et un manque de ressources. Il faut une politique intégrée et transversale, qui respecte la chaîne de valeur et favorise la construction des infrastructures, la sécurité des investissements, la coordination nationale des activités et la participation communautaire. Jusqu'aujourd'hui, cela n'existe pas. Il n'y a pas de politique qui favorise le débouché. Les politiques sont mal adaptées et l'objectif visé n'est pas atteint car, la pré-collecte et la collecte ne se font pas correctement réalisées. Les textes existent mais pas d'application, pas de coordination des acteurs sur le terrain... »

D'après ces enquêtes, il est vrai que les documents de politiques existent et sont bien rédigés, mais ils sont mal adaptés et ne sont pas efficaces en termes de résultats.

Variable	p_value	Significane
Ménages & AI	1,09495E-20	***

Tableau 2 : Test de comparaison des perceptions des ménages et AI

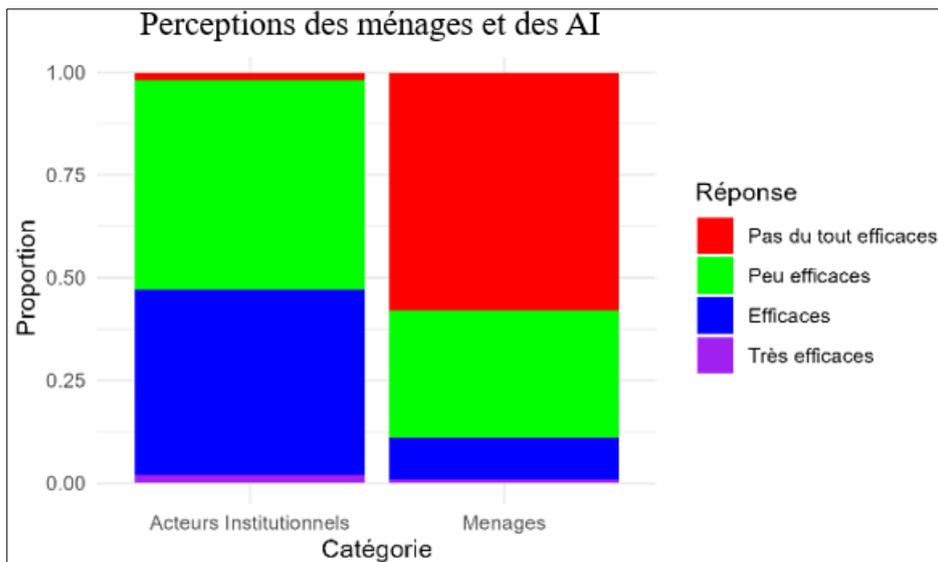


Figure 5 : Comparaison des perceptions des ménages à celles des AI vis-à-vis des politiques de GDSM

Au regard des résultats (Figure 5), nous constatons une forte significativité entre les perceptions des ménages et celles des AI sur l'efficacité des politiques. Les ménages ont une perception fortement négative des politiques de GDSM alors que les AI pensent le contraire. Pour les ménages, nous pensons que leurs points de vue sont beaucoup influencés par la présence du dépotoir principal de La Minière dans la commune d'étude.

Pour les aspects fonctionnels et améliorations nécessaires, 81 % des répondants ménages pensent qu'il faut améliorer le respect des délais de passage des PME pour le ramassage, la

délocalisation de la décharge principale de la ville, la disponibilisation des poubelles publiques et 85% apprécient les poubelles publiques installées le long des routes et les grands carrefours pour collecter les déchets (Figure 6). Nous pensons que cela est dû au fait que ce service est totalement gratuit, offert par l'Etat via le contrat avec la société turque Albayrak qui coûterait des sommes énormes à l'Etat, et que les ménages n'ont pas la volonté de payer pour la gestion de leurs ordures par les PME qui elles, sont gérées par les municipalités. D'autres répondants (3%) ont aussi mentionné le manque de communication, de sensibilisation et de vulgarisation de politiques à la base afin de mieux cerner les stratégies adoptées pour la gestion des DSM. Un chef de ménage de 35 ans confie :

« ...Même s'il existe une politique de gestion des OM, nous ici on ne la connaît pas. Rien ne fonctionne. Les journées d'assainissement que le gouvernement organise les premiers samedis de chaque mois, c'est de la propagande, ça ne marche pas, c'est juste pour prendre des photos et puis ils rentrent. Nous, on s'organise des fois entre nous dans le quartier pour nettoyer les lieux mais on ne compte pas sur le gouvernement... »

En effet, le gouvernement guinéen a pris l'initiative, vu l'état de dégradation poussée du cadre de vie à Conakry, de consacrer des journées d'assainissement général, tous les premiers samedis de chaque mois. Cette initiative de sensibilisation et de mobilisation citoyennes semble mal appréciée par certains citoyens, car selon un enquêté *"les résultats ne sont pas vraiment visibles en tant que tels et pourtant cela fait plus de 5 ans que ça dure, avec le statu quo"*. Dans un des quartiers où nous avons eu du mal à travailler⁹, en l'occurrence le quartier Darsalam qui abrite la décharge de la ville, un jeune de 25 ans déclare :

« ...tout ce qui marche ici ce sont les déguerpissements et les promesses non réalisées, à part ça, rien d'autre ne marche. »



Figure 6 : amoncellement d'ordures dans des poubelles publiques le long des routes. Source : Saranté, enquêtes terrain 2024

A ce propos, nous savons, par observation directe et selon nos recherches, que la décharge de La Minière est une montagne d'immondices en plein milieu de la ville, entourée d'enjeux humains et infrastructurels qui a déjà causé des morts par suite d'éboulement. Le gouvernement a donc dû prendre des mesures pour déguerpier les occupants proches du danger mais eux, réclament avant tout des dédommagements et ne veulent pas partir. Seulement 2% des répondants ménages apprécient les sensibilisations qui sont surtout attribuées à ENABEL à

⁹ Le dépotoir de La Minière est une sorte de boule de feu qui dégage des fumées constantes à tout moment. C'est à cause de ces fumées que les habitants des environs sont révoltés et en veulent à l'Etat.

travers le programme SANITA¹⁰. Ce chiffre quasi insignifiant souligne l'importance de la communication entre l'Etat et les populations à la base.

54 % des répondants au sein des ménages affirment que les efforts de l'État dans la gestion des déchets domestiques sont insuffisants et ne répondent pas aux besoins de la population, suivis de 23% qui pensent que l'État fait des efforts appréciables dans la gestion des déchets, mais il y a encore des améliorations à faire. 15% se dit très insatisfaits car les efforts de l'État dans la gestion des déchets sont totalement inadéquats et doivent être sérieusement revus. Ce dernier chiffre nous intéresse dans la mesure où nous cherchons à savoir les raisons de la présence d'ordure partout dans la nature à Conakry, l'insatisfaction des enquêtés est importante à connaître. Selon eux, l'inadéquation dont il s'agit concerne les moyens alloués à la gestion des ordures (poubelles, zone de tri et de transit (ZTT), etc.) par rapport à la quantité de déchets produits par une population en perpétuelle croissance.

4.2.2 Pratiques de gestion des déchets

Parmi les enquêtés au sein des ménages, 32% pensent que les autorités ne prêtent pas attention à leurs pratiques de gestion des déchets et les ignorent largement. Pour eux, le gouvernement devrait encourager les initiatives locales d'assainissement qui existent par endroit en instaurant par exemple des primes d'émulation pour les quartiers les plus propres. Les citoyens se débarrassent de leurs ordures un peu partout dans la nature et il n'y a pas de répression des pratiques polluantes de la part de l'Etat. A ce sujet, selon nos informations, des démarches dans ce sens ont récemment été entamées, notamment la création des "brigades vertes" au niveau des communes et dont la mission principale est de surveiller et réguler la gestion des ordures dans les espaces publics. Mais selon les autorités communales, le manque de moyens, surtout financiers, fait que ce service n'est pas encore, vraiment opérationnel. Concernant le niveau d'implication des ménages dans les programmes d'assainissement, 60% des interviewés pensent qu'ils participent régulièrement à la gestion des déchets domestiques en s'abonnant à une PME (Figure 7) ou en pratiquant le compostage. S'agissant de la connaissance des projets, 64% affirment être informés des actions mises en place dans leur localité, contre 36% qui n'ont aucune idée d'un quelconque projet. Ce deuxième chiffre est très important, dans la mesure où il dévoile l'insuffisance notoire de communication et d'implication des communautés concernées dans la gestion des déchets ménagers. Selon un enquêté, *"Hormis le programme SANITA et certaines associations telles que CONAAG, FEGEDEG qui font des actions sur le terrain, le gouvernement devrait renforcer, sinon œuvrer davantage dans la subvention et l'organisation de la chaîne de gestion des DD dans la capitale guinéenne"*. Parlant de l'impact des projets, 52% ont déclaré qu'ils n'ont aucune idée des changements intervenus suite aux actions des projets, 19% mentionnent une prise de conscience et un changement de comportements des ménages induits par les interventions des projets et programmes, à travers la sensibilisation, 16% soulignent l'amélioration de la pré-collecte et de la collecte, 11% parlent de la mise en place des infrastructures, notamment les ZTT et en fin, 2% parlent de l'augmentation de la participation communautaire. Il s'agit là de la participation aux initiatives gouvernementales d'assainissement mensuel dédié. Pour les AI interrogés à propos du niveau d'engagement des ménages dans la gestion des déchets domestiques à Conakry, 30% pensent que le niveau est élevé parce que la plupart des ménages montrent un grand intérêt dans les

¹⁰ Le Programme "SANITA" (Programme de Développement et d'Assainissement Urbain - Villes Propres) en Guinée vise à contribuer au développement économique et social de la République de Guinée et à la résilience des populations à travers l'amélioration de la gestion et de la qualité de vie des villes. Enabel (Belgian Development Agency) vise, pour un budget de 35 millions d'euros, à améliorer le système de collecte porte-à-porte des déchets ménagers de quartiers prioritaires de Conakry et de Kindia en s'attaquant à la partie amont du système, soit du foyer jusqu'aux points de regroupement des déchets. Pour Conakry, le transport jusqu'à la décharge et la gestion de cette dernière ne rentrent pas dans le cadre du présent Programme, étant sous la responsabilité du gouvernement Guinéen.

activités d'assainissement, contre 13% (la minorité) qui dit qu'il est faible en ce sens que les ménages manquent d'engagement généralisé dans la gestion des déchets et accordent peu d'intérêt pour les initiatives du même genre

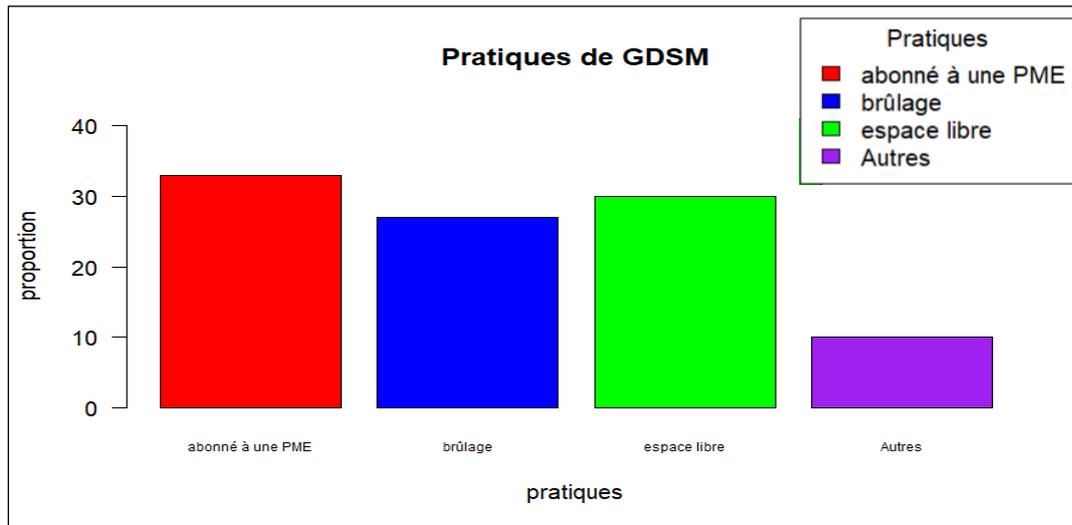


Figure 7 : Pratiques de GDSM à Conakry

Abordant la collaboration inter-institutions (Tableau 3), 75% des AI enquêtés ont évoqué divers points forts tels que la planification participative des actions d'urgence, surtout pendant les grandes pluies où les ordures provoquent assez de dégâts, 44% relèvent des défaillances considérables de communication entre les services et 16% autres points faibles comme le manque de coordination et de leadership, le non-respect des missions et attributions par les services, le manque de subvention et d'accompagnement de l'Etat. "Au lieu de financer des journées d'assainissement, il faudrait plutôt financer les PME qui font le vrai travail", a dit un enquêté.

		Pourcentage (%)	Total
POINTS FORTS	Réunions interservices et comités de travail	20	100
	Communication	5	
	Autres	75	
POINTS FAIBLES	Manque de communication entre institutions	44	100
	Chevauchement de compétences et responsabilités	40	
	Autres	16	

Tableau 3 : Coordination des AI sur le terrain

4.2.3 Les difficultés rencontrées par les ménages

En ce qui concerne les obstacles, difficultés ou autres facteurs qui entravent les efforts des communautés à la base et leur volonté à contribuer à une meilleure gestion des déchets, la majorité des répondants ménages (89%), évoquent l'irrégularité et le manque de professionnalisme des PME (Figure 8), l'enclavement de certains quartiers, le manque d'implication de l'Etat, surtout en termes de sanctions face à l'incivisme notoire des populations, comme indique l'extrait d'entretien avec ce citoyen d'une quarantaine d'années dans le quartier Koloma 1 :

« ...nous faisons des efforts, mais ça ne change rien. Nous pouvons garder les ordures à la maison pendant plusieurs jours et ils [les agents des PME] ne viennent pas les chercher à temps, sauf vers

la fin du mois, pour prendre leur argent ce qui fait que nous sommes obligés parfois d'aller les jeter dans les poubelles de Abayrak, parce qu'on ne peut pas vivre avec les ordures. Parfois même les jeunes nettoient bien dans le quartier mais après on retrouve les ordures à ces endroits juste quelques jours après et on se demande qui les a mis là, il n'y a pas de sanctions, quand tu dis à quelqu'un ne jette pas ici il va t'agresser et l'autorité ne va pas intervenir. Les gens occupent les espaces publics pour des cérémonies de mariage, baptême et autres, ils salissent et après ils ne nettoient pas et l'Etat ne dit rien, tout cela décourage ceux qui ont la volonté de nettoyer. Dans la circulation, les gens jettent les sachets d'eau, le restant de nourriture dans les rues, gare à toi de reprocher quelqu'un, il va s'en prendre à toi »

Il ressort de cet extrait d'entretien que les PME de pré-collecte ne respectent pas les termes de contrat qui exigent par exemple qu'elles doivent passer 2 fois par semaine pour enlever les ordures produites alors qu'elles sont intraitables quant au paiement des redevances mensuelles par les ménages. Les agents de ces PME manquent aussi de professionnalisme. Les OM longtemps gardées dans les familles se putréfient, laissant des asticots et des écoulements de puanteur qui salissent davantage les concessions. A l'enlèvement, il n'y a aucune action de désinfection ou de nettoyage de ces lieux et cela décourage les abonnés qui choisissent de se débarrasser de leurs déchets dans les espaces libres et les poubelles publiques à proximité. 30% des AI évoquent aussi le non-respect des engagements contractuels des PME notamment en ce qui concerne la fréquence de ramassage.

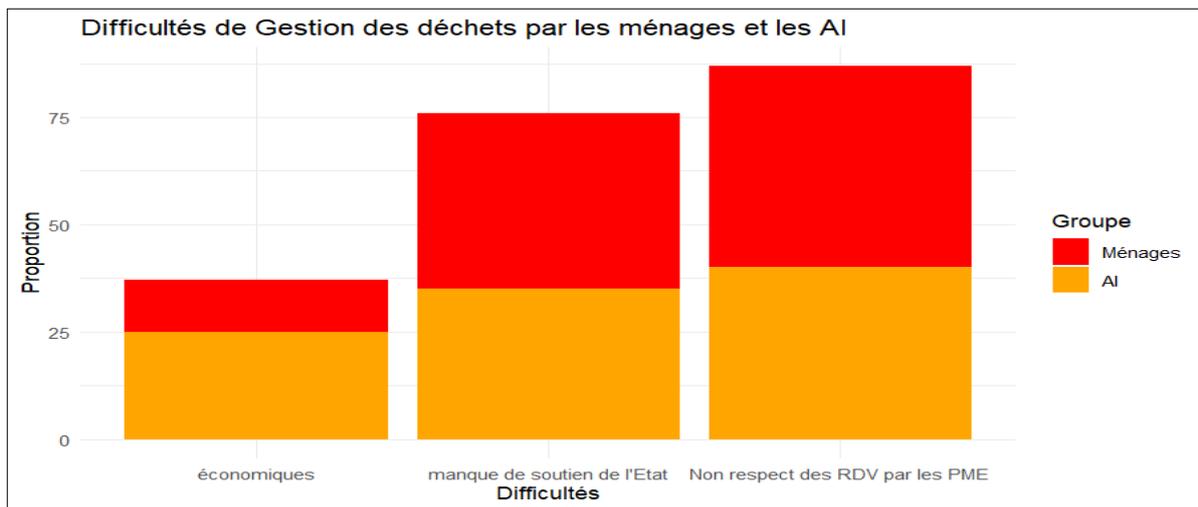


Figure 8 : Difficultés des ménages dans la GDSM

4.2.4 Risques liés à la gestion des déchets ménagers

Tous les enquêtés au sein des ménages (99,64%) connaissent les risques inhérents à la mauvaise gestion des DSM (Figure 9), comme ce chef de famille de 54 ans que nous avons rencontré au quartier Darsalam, même s'il n'y vit plus :

« Cette décharge nous rend malade, les fumées sont toxiques, les odeurs nauséabondes des égouts sont désagréables sans parler des éboulements en saison des pluies qui tuent les gens. J'ai construit ma maison non loin d'ici [distance par rapport à la décharge] mais j'ai préféré aller louer une maison ailleurs que je paie, à cause de la fumée de brûlage des déchets. Elle est suffocante et vous empêche même de dormir. »

Selon nos informations, la présence de ce dépotoir d'immondices au cœur même de la ville est devenue un danger public. Les populations des environs, exposées aux risques d'éboulement et de maladies multiples à cause de la fumée, les poussières, les coulées boueuses, sont écœurées,

anxieuses et révoltées. Toutes initiatives de sensibilisation ou autres bonnes actions dans cette partie de la commune de Ratoma, sont d'ores et déjà vouées à l'échec, car les populations ne souhaitent autre chose que le déménagement du dépotoir. Les gouvernements qui se succèdent font des efforts pour délocaliser la décharge mais la concrétisation tarde. 58% des interviewés citent la contamination de l'eau, suivi de 25% qui évoquent des risques sanitaires tels que des maladies respiratoires, le paludisme, 8% mentionnent les inondations et les coulées boueuses. Un représentant de la collectivité au quartier Simbaya souligne :

« ...Ce sont les enfants qui sont chargés de la gestion des ordures dans les ménages et cela est préoccupant. Ça se passe surtout dans les ménages qui ne sont pas abonnés, les enfants transportent les ordures la nuit pour aller les jeter, les parents sont tranquilles dans les maisons, ils ne savent même pas dans quelle destination les enfants envoient leurs déchets. Parfois d'ailleurs si l'enfant n'est pas content, dès qu'il sort de la maison il va laisser les ordures quelque part, ça peut être au beau milieu de la route, dans un caniveau, ou s'il y a un petit marigot à côté il jette là-bas et c'est tout... »

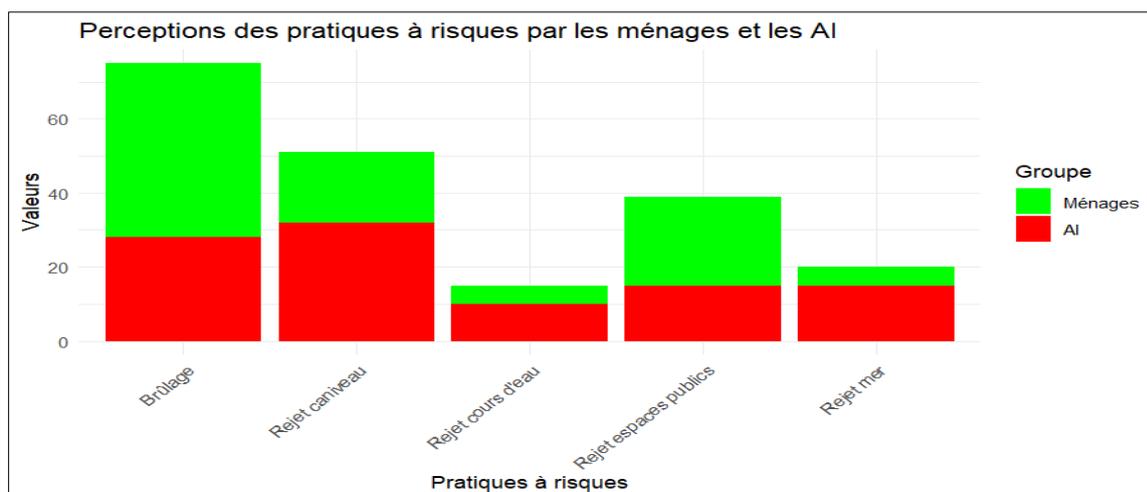


Figure 9 : Pratiques à risques de GDSM

4.2.5 Propositions de solutions

Pour minimiser les risques et améliorer la gestion des déchets domestiques à Ratoma, 52% des répondants ménages recommandent de délocaliser, au plus vite possible la décharge de La Minière, rendre obligatoire les abonnements aux PME de pré-collecte, instaurer des mesures répressives pour combattre l'incivisme dans la gestion des DM. Extrait d'un entretien avec un citoyen de 39 ans, riverain du quartier Darsalam :

« On est fatigué avec la décharge là, la fumée nous rend malade toute la journée, on est obligé de s'enfermer dans les maisons, mais même ça la fumée nous gêne dedans. Il faut que l'Etat nous aide à enlever ce tas d'ordures ici. Aussi, les gens qui jettent les ordures dans les fossés, dans les rues et les caniveaux ne sont pas sanctionnés, il faut des lois pour arrêter tout ça. Tout le monde doit être abonné à une PME de ramassage, ça doit être obligatoire sinon si on laisse le choix aux gens ils ne le feront jamais, parce qu'il y a là où jeter les ordures sans problème [référence à l'espace libre]. »

17% proposent l'interdiction de l'utilisation du plastique, la mise en place d'entreprises industrielles de transformation de déchets en engrais, de traitement des eaux usées, indique un cadre à la retraite que nous avons interrogé :

« Le plastique est partout dans notre quotidien à Conakry [en parlant de la commune de Ratoma], nous mangeons dans le plastique, nous buvons dans le plastique, nous faisons tout avec le plastique, tout ce que tu achètes au marché aujourd'hui, on t'emballe ça dans du plastique. Tous

ces plastiques vont où après utilisation ? ils se retrouvent dans la nature, partout dans les rues, et c'est un produit qui ne se dégrade pas. Même quand tu le jette dans la mer il revient sur la terre ferme. Voilà pourquoi nous devons mettre fin à son utilisation. Il faut aussi construire des usines de transformation des déchets en engrais par exemple. Les déchets ne sont pas seulement nuisibles ou inutiles, c'est aussi une grande source d'argent, d'emplois, etc. »

En effet, d'après nos observations de terrain et nos recherches, le plastique est omniprésent dans la vie et l'espace du guinéen en général et de plus en plus envahissant. Une étude de la Banque Mondiale (BM) conclut que le monde entier produit plus de 2 Milliards de tonnes de déchets municipaux par an parmi lesquels le plastique occupe 12% et les déchets alimentaires 44%. L'Afrique sub-saharienne en produit 174 millions de tonnes par an dont 90% sont mal gérés, aggravant ainsi les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et les risques de catastrophes avec des effets proportionnellement plus élevés parmi les populations pauvres ([Quel gaspillage : un regard actualisé sur l'avenir de la gestion des déchets solides \(worldbank.org\)](#) consulté le 04/07/2024

96% des répondants au sein des ménages et des institutions, recommandent la construction, sinon l'amélioration, des infrastructures de gestion des déchets telles que les ZTT, les centres de traitement de déchets, les décharges modernes, le renforcement des programmes de communication et de sensibilisation sur les pratiques de bonne gestion des déchets telles que le recyclage, le compostage, le renforcement de la législation (sanctions) et de promouvoir davantage la collaboration ou participation communautaire.

4.3 – Perceptions et facteurs sociodémographiques

Variable	p_value	Significane
Niveau d'Étude	1,22341E-06	***
Sexe	0,614498355	
Âge	0,000451621	***
Statut Marital	0,016651812	*
Activité économique	0,244941316	

Tableau 4 : Résultats des Tests inférentiels de Chi.2 et de Fischer

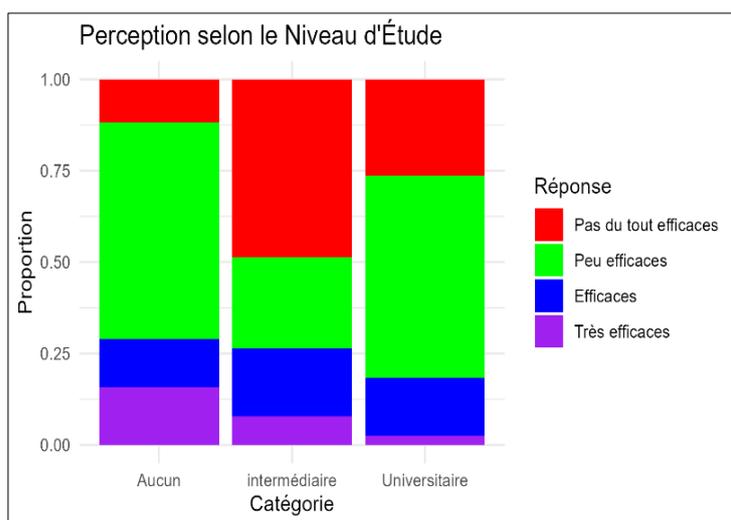


Figure 10 : influence du niveau d'étude sur les perceptions des ménages

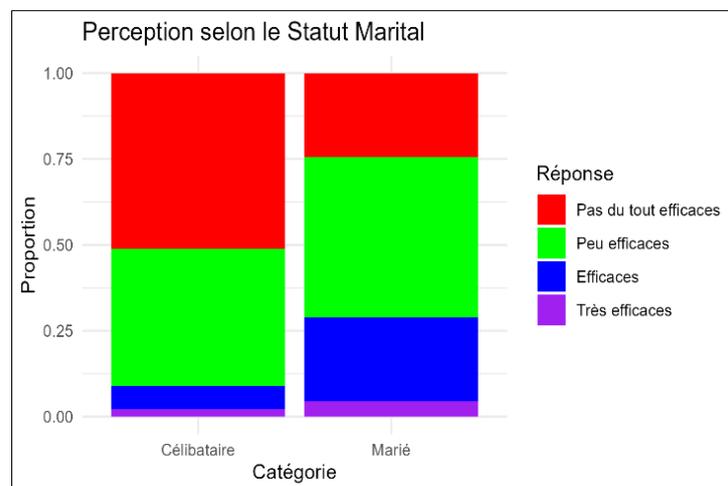


Figure 11 : Influence du statut marital sur les perceptions des ménages

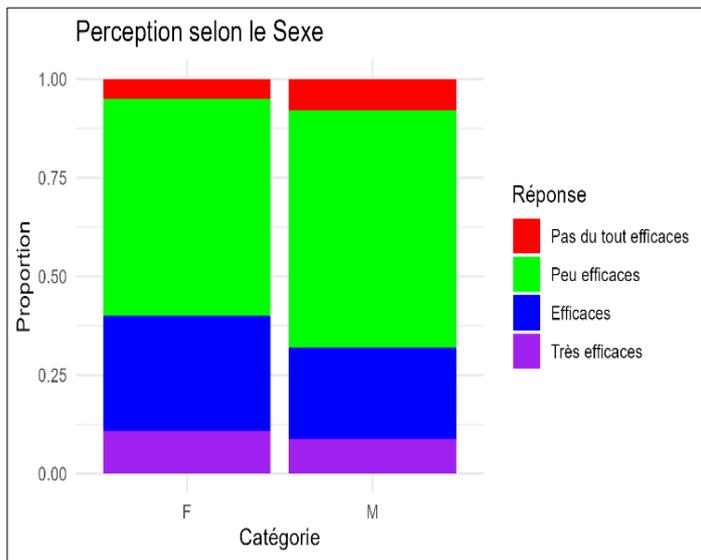


Figure 12 : Influence du sexe sur les perceptions des ménages

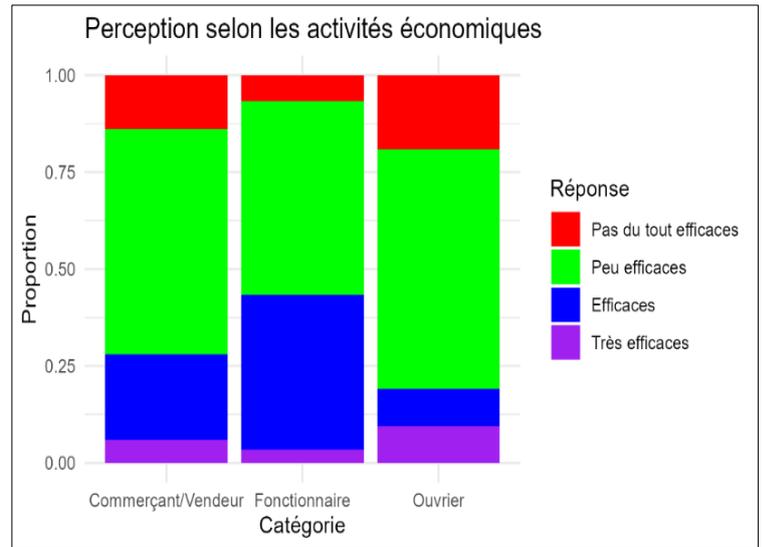


Figure 13 : Influence du statut socioéconomique sur les perceptions des ménages

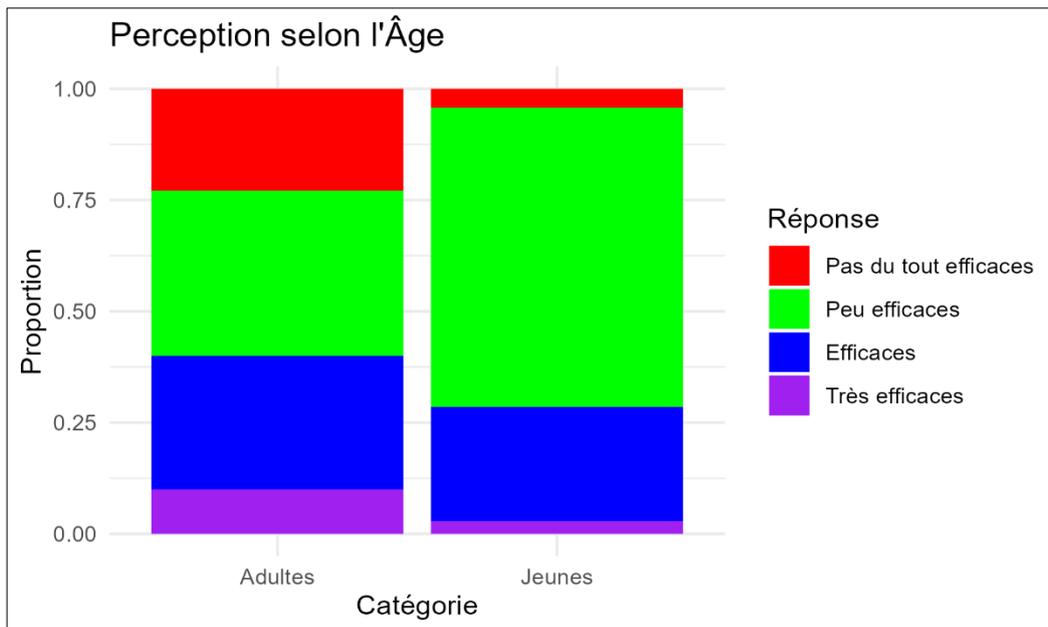


Figure 14 : Influence de l'âge sur les perceptions des ménages

Les tests de Chi.2 et de Fischer (Tableau 4), nous ont permis d'identifier des associations significatives et non significatives entre les perceptions des ménages et les variables sociodémographiques (sexe, statut marital, niveau d'éducation, âge et activité économique) (Figures 10, 11, 12, 13 et 14) et, de comprendre les différences et les similitudes dans les perceptions des différents groupes au sein de la population étudiée et de faire des recommandations. Les résultats suggèrent qu'il existe une influence significative du niveau d'étude sur les perceptions des ménages vis-à-vis des politiques de gestion des déchets, dû

certainement à des différences dans la sensibilisation, l'accès à l'information ou les priorités environnementales ; de même pour l'âge et ces différences peuvent également s'expliquer par des variations dans les priorités, les expériences personnelles avec la gestion des déchets, ou les niveaux de sensibilisation environnementale. S'agissant du statut marital, on peut dire aussi qu'il existe des différences significatives de perceptions selon le statut marital, certes en raison des responsabilités familiales ou des priorités de chaque groupe. Par ailleurs, le sexe, contre toute attente, n'a pas d'influence significative sur les perceptions des ménages, malgré le rôle dévolu aux femmes dans la gestion des déchets. Cela ne signifie pas que le sexe n'a aucun rôle à jouer mais plutôt, d'autres facteurs ou une combinaison de facteurs, ont été plus déterminants dans la formation des perceptions, rendant ainsi plus difficile, l'identification de l'influence isolée du sexe. C'est la même chose pour les activités économiques. L'absence de significativité à ce niveau montre que les préoccupations liées aux politiques sont perçues de façon globale comme des problèmes communautaires et non liées à une activité économique particulière. Cela peut être aussi dû à une distribution déséquilibrée des professions dans l'échantillon ainsi qu'une grande diversité des réponses.

Chapitre 5 : Discussion

Nous avons analysé les liens entre certaines variables démographiques et les perceptions des ménages sur l'efficacité des politiques de gestion des déchets. L'objectif était de fournir aux décideurs et aux chercheurs des éléments de base pour mieux comprendre ce qui influence les perceptions et les comportements des ménages en matière de gestion des déchets domestiques à Conakry.

Les résultats montrent que des facteurs comme le niveau d'études, l'âge et le statut marital jouent un rôle important dans la perception des politiques de gestion des déchets. Cela signifie que pour être efficaces, ces politiques devraient être communiquées en tenant compte des différents niveaux d'éducation, avec des campagnes de sensibilisation adaptées à chaque groupe. Les stratégies de gestion des déchets devraient aussi prendre en compte les différences générationnelles. Par exemple, des programmes éducatifs pour les jeunes et des initiatives spécifiques pour les personnes âgées pourraient améliorer la perception et l'adhésion aux politiques. En plus, les politiques pourraient être ajustées pour répondre aux besoins spécifiques des différents groupes maritaux. Les familles peuvent avoir besoin de solutions différentes par rapport aux personnes vivant seules. D'autre part, notre étude montre que la perception des politiques de gestion des déchets ne varie pas significativement entre les sexes, donc les initiatives peuvent être développées sans besoin de différenciation spécifique basée sur le genre.

Nous formulons donc quelques recommandations à l'endroit des décideurs : i) Développer des programmes éducatifs et des campagnes de sensibilisation ciblée, spécifiques aux différents niveaux d'éducation et groupes d'âge, ii) Adapter les messages de communication ou de vulgarisation des politiques de gestion des déchets pour répondre aux besoins et aux préoccupations des différents groupes maritaux, iii) Encourager la participation communautaire en tenant compte des variations dans la perception des politiques en fonction de l'éducation, de l'âge et du statut marital, iv) Continuer à évaluer et ajuster les stratégies de gestion des déchets pour s'assurer qu'elles répondent efficacement aux besoins de la population.

Selon nos résultats, il y a eu 59% de femmes rencontrées contre 41% des hommes, avec une moyenne de 3 femmes par quartier. Nous n'avions pas prévu de rencontrer plus de femmes au départ mais le nombre plus élevé de femmes pourrait être en rapport avec le RGPH3 qui conclut que la Guinée compte 52% de femmes (INS, 2014), de plus, les répondant étaient choisis

volontairement et ce sont elles qui se sont prêtées le plus à nos questions. Notre étude montre qu'il n'y a pas de différence statistiquement significative de perceptions entre les femmes et les hommes, contrairement à nos attentes. D'où, ce résultat est intéressant, surtout dans le contexte des sociétés africaines où les rôles de genre peuvent influencer les perceptions et les pratiques. Les femmes jouent un rôle central dans la gestion des ménages, y compris la gestion des déchets. Elles sont souvent responsables de la propreté et de l'hygiène domestique, ce qui pourrait les rendre plus sensibles aux problèmes de gestion des déchets. (Kouadio, Kouadio, 2015). Cependant, l'absence de différence significative dans les perceptions peut suggérer que les hommes sont également conscients et préoccupés par ces enjeux. Les rôles de genre évoluent, et les hommes s'impliquent de plus en plus dans des tâches traditionnellement assignées aux femmes, y compris la gestion des déchets. (Diop, Ndiaye, 2018). Cette évolution pourrait expliquer pourquoi les perceptions des hommes et des femmes convergent. Les campagnes de sensibilisation et d'éducation sur la gestion des déchets peuvent avoir atteint les deux sexes de manière égale, conduisant à une prise de conscience similaire des enjeux et des solutions possibles. Une étude de Traoré, Konaté, (2017) a montré que les perceptions des hommes et des femmes peuvent converger dans certains contextes, surtout lorsque les problèmes environnementaux affectent directement la qualité de vie de l'ensemble de la communauté. En effet, l'absence de différence significative entre les perceptions des femmes et des hommes sur les politiques de gestion des déchets à Conakry peut être interprétée comme un signe de convergence des préoccupations environnementales entre les sexes. Cependant, on observe des perceptions plus positives chez les hommes quant à l'efficacité des politiques. Les hommes pourraient avoir plus d'accès à des services publics, des sources d'information (comme des réunions communautaires ou des médias) où les aspects positifs des politiques sont plus souvent mis en avant. En conséquence, leur perception pourrait être influencée par une vision plus optimiste des initiatives en cours. Par contre, le degré de perceptions négatives des politiques est le même chez les hommes comme chez les femmes, ce qui remettrait sérieusement en cause les objectifs des stratégies de gestion des OM à Conakry.

D'après Bangoura (2017), la gestion traditionnelle des déchets par les AI à Conakry a montré ses insuffisances car, n'a donné aucun résultat positif. La gestion des déchets est dominée par l'approche PPP mais malgré l'espoir que cette privatisation peut susciter, il n'y a pas eu de véritables changements observés jusqu'à nos jours. Les difficultés concernent toute la chaîne, depuis la pré-collecte jusqu'à la mise en décharge en passant par le transport. Les acteurs impliqués ont tous conscience des dysfonctionnements au niveau de leurs structures respectives. Notre hypothèse 2 a été partiellement confirmée, contrairement aux travaux de Bationo (2018) qui explore les différences de perception des risques environnementaux entre hommes et femmes au Burkina Faso et qui conclut que les femmes au Burkina Faso perçoivent les risques environnementaux de manière plus aiguë que les hommes, en raison de leurs rôles domestiques et de leur implication directe dans la gestion des ressources naturelles. Cette étude souligne l'importance de prendre en compte les différences de genre dans l'élaboration des politiques environnementales pour assurer une meilleure prise en compte des perceptions et des besoins de tous les acteurs concernés." (Bationo, 2018, p. 45), Abordant la question des difficultés rencontrées par les ménages dans la gestion quotidienne des OM, Hommes et Femmes sont presque du même avis sur le manque d'accompagnement de la part de l'Etat en termes infrastructurel et logistique. Cependant, les hommes citent des raisons beaucoup plus liées aux PME. Les difficultés économiques, liés aux coûts des abonnements aux PME ne sont pas vraiment significatives dans cette étude. Ce qui s'explique par le fait que les coûts de ramassage des ordures sont proportionnels au niveau de vie des enquêtés dans la zone de Ratoma, presque tous sont capables de supporter les frais d'abonnement mensuel aux PME qui se situent entre 35000 et 50000 GNF. Dans les ménages enquêtés, l'analyse montre que les jeunes ont une perception fortement positive de l'efficacité des politiques de gestion des déchets

ménagers tandis que les adultes ont des avis contraires. Les jeunes pourraient être souvent plus exposés aux campagnes de sensibilisation et d'éducation environnementale, plus optimistes et ouverts au changement. Cette divergence de perception en fonction de l'âge est un phénomène observé dans diverses études scientifiques où l'âge est souvent considéré comme un facteur significatif qui peut influencer les perceptions des individus. L'étude de (Diop, Ndiaye, 2018) sur les perceptions des risques environnementaux et la gestion des déchets à Dakar, (Sénégal) a révélé que les jeunes étaient plus enclins à percevoir les politiques de gestion des déchets comme efficaces, en partie grâce à leur engagement dans des initiatives de sensibilisation et à leur utilisation des médias sociaux pour suivre les progrès des projets environnementaux. Les adultes, en revanche, avaient une perception plus négative, souvent influencée par des expériences passées de mauvaise gestion et par un manque de confiance dans les autorités locales (Bolaane, 2006). Les enquêtés ayant un niveau d'études universitaire ont tendance à ne pas vraiment apprécier les politiques de GDSM. Ceci pourrait être expliqué par le fait que les individus ayant un niveau d'éducation élevé possèdent souvent une compréhension plus approfondie des enjeux environnementaux et des meilleures pratiques en matière de gestion des déchets. Ils sont donc plus critiques vis-à-vis des politiques locales qu'ils jugent inefficaces ou insuffisamment ambitieuses. Selon DIMALA et al., (2022), lorsqu'un qu'un chef de ménage a un niveau d'éducation élevé, cela favorise l'adoption au sein de son ménage des comportements non polluants dans la gestion des déchets produits dans son ménage. Plus son niveau d'éducation est élevé, plus son ménage tend vers des pratiques non polluantes. Ce résultat est aussi en conformité avec les recherches de Clémentine Hougbo sur les perceptions des politiques environnementales au Bénin en rapport avec l'éducation. Selon l'auteure, les personnes avec un niveau d'éducation plus élevé au Bénin ont une meilleure compréhension des politiques environnementales et expriment des critiques plus nuancées, signifiant ainsi une corrélation positive entre le niveau d'éducation et la perception critique des politiques environnementales. (Hougbo, 2020, p. 120). Par rapport au statut socio-économique, les enquêtés qui exercent une activité de vente ont des perceptions plus négatives des politiques, suivis des fonctionnaires. Ce résultat peut s'entendre par le fait que ces catégories de populations sont le plus en contact avec l'administration et donc, font face aux politiques de GDSM au quotidien (paiement des taxes). Uzoma (2020), dans son mémoire sur les déterminants économiques de la participation des ménages dans la gestion des ordures ménagères dans la commune de Ratoma en Guinée, a établi qu'il existe une corrélation entre le revenu des ménages, lié à leur activité d'occupation et leur disposition à payer les services de collecte des déchets, c'est-à-dire leur capacité à s'offrir les services d'une PME pour un système de gestion sain et respectueux de l'environnement. Aussi, on observe que les célibataires ont une perception plus négative des politiques que les mariés avec de légères différences. Cela pourrait s'expliquer par le fait que ces deux catégories ont des priorités et des responsabilités similaires en matière d'environnement. Contrairement, (Koné, 2021) constate que les individus mariés en Côte d'Ivoire participent plus activement aux initiatives environnementales, motivés par un sens accru de responsabilité communautaire et familiale.

Les données collectées et analysées montrent que la majorité des répondants au sein des ménages ont des perceptions négatives des politiques, ils pensent que c'est un échec car, elles ne parviennent pas à produire des résultats satisfaisants sur le terrain, 41% disent que les politiques sont peu efficaces. Ce résultat suggère une nécessité de collaboration plus étroite ou d'implication des communautés à la base dans les programmes de gestion des déchets, d'une réadaptation des politiques et d'un renforcement de la communication verticale. Les autorités publiques devraient accorder une place plus importante aux populations à la base. Elles doivent davantage être impliquées dans tout le processus de conception et d'exécution des politiques de gestion des OM cela leur permettra de se sentir valorisées et renforcera ainsi leur perception

vis-à-vis des politiques. C'est très important parce que les ménages constituent le maillon fort dans la chaîne de gestion des DSM. Les ménages pensent que la gestion des déchets est du ressort exclusif des autorités publiques. Pour parvenir à changer cette perception négative, les autorités doivent adopter des stratégies pour promouvoir et encourager beaucoup plus la participation citoyenne. Une telle démarche peut être coûteuse, en termes de temps et d'argent, mais revêt un avantage énorme qui est celui de consolider la gouvernance du secteur de la salubrité par une gestion inclusive et transparente. Une telle vision a été abordée par [Rumpala \(1999\)](#). Selon lui, il ne s'agit pas simplement de gérer les tas de déchets issus des activités humaines, mais d'y associer aussi la gestion des individus, les citoyens à la base, afin d'influencer leurs comportements et favoriser leur adhésion et leur pleine participation à la prise en charge collective des biens. Les populations doivent être vues comme des consommateurs, qui doivent faire preuve de responsabilité en adoptant de bonnes pratiques en termes de prévention et de valorisation des déchets au quotidien. L'auteur souhaite même qu'un mécanisme soit initié pour, dit-il, « *persuader les usagers de la nécessité de cette inflexion, à grand renfort d'opérations dans lesquelles se mêlent information et communication.* » ([Rumpala, 1999](#)). Il poursuit en souhaitant que civisme et conscience écologique soient associés en vue de mobiliser le plus de public possible. La collaboration des AI souffre d'un manque de communication, de coordination, leadership et chevauchement de missions et de responsabilités des institutions publiques. Cela entraîne des efforts redondants et inefficaces, un manque de clarté et de responsabilité, et des failles dans la mise en œuvre des politiques de gestion des déchets, réduit l'efficacité des interventions, érode la confiance du public et limite l'innovation. Pour remédier à cela, il est crucial d'améliorer la communication, clarifier les rôles et établir un leadership fort. Concernant les politiques, même si ce sont eux, pour la plupart qui les conçoivent et les évaluent afin de bien réguler la gestion des DM en Guinée de façon globale, 51% des AI affirment que les politiques sont peu efficaces. Cette perception largement négative montre que les politiques de GDSM sont défaillantes et doivent être améliorées. Mensah (2019) partage cette même perspective en examinant les perceptions des AI, notamment les responsables municipaux, sur l'efficacité des politiques de gestion des déchets solides à Accra. D'après lui, les responsables sont conscients des défis majeurs auxquels la ville est confrontée en matière de gestion des déchets, tels que le financement insuffisant, le manque de personnel qualifié et les infrastructures obsolètes. Cependant, ils expriment aussi un certain optimisme concernant les initiatives récentes visant à moderniser les systèmes de gestion des déchets. Par exemple, plusieurs responsables ont mentionné des projets pilotes de tri sélectif et de compostage qui commencent à être mis en œuvre dans certains quartiers. Néanmoins, ils reconnaissent que la réussite de ces projets dépendra largement de la collaboration entre les différents niveaux de gouvernement et les acteurs privés, ainsi que de la sensibilisation et de l'engagement des communautés locales. ([Mensah, 2019. pp. 45-63](#)). De même, Koffi (2020) fait une conclusion similaire en explorant les perceptions des fonctionnaires publics sur les politiques de gestion des déchets solides à Lomé, Togo. Selon lui, les entretiens menés avec divers responsables gouvernementaux révèlent une perception mitigée de l'efficacité des politiques actuelles. D'une part, certains fonctionnaires reconnaissent les efforts entrepris pour améliorer la collecte et le traitement des déchets, notamment à travers des partenariats public-privé. D'autre part, ils soulignent que les politiques actuelles ne parviennent pas à atteindre une couverture complète, laissant de nombreux quartiers défavorisés sans services adéquats de gestion des déchets. Les fonctionnaires identifient également un manque de coordination interinstitutionnelle comme un obstacle majeur à l'efficacité des politiques. Ils appellent à une meilleure intégration des différentes initiatives et à un renforcement des capacités

institutionnelles pour répondre aux besoins croissants de la population urbaine en matière de gestion des déchets solides (Koffi, 2020. pp. 102-118)

Pour évaluer efficacement la gestion des déchets, il est crucial de définir des outils intégrant des critères tels que la transparence des coûts, l'accès universel au service de collecte, la participation des usagers aux décisions et l'équité intergénérationnelle. La transparence exige que les collectivités à la base aient un accès régulier aux informations précises sur la performance ou le fonctionnement du système de gestion des déchets, notamment en matière de protection de l'environnement, de cadre de vie et de santé humaine. L'accès universel au service de pré-collecte des déchets est en rapport avec le nombre de personnes ayant un accès permanent à ce service à travers un abonnement aux PME, et la disponibilité des bacs à ordures à proximité des populations. En effet, la distance qui sépare un ménage d'un bac à ordures influence significativement la collecte de ses déchets.

La participation des communautés implique d'associer les représentants des populations et les élus locaux dans les prises de décisions et dans les structures chargées de la gestion de la salubrité publique. Cette représentation est essentielle pour que les besoins des populations soient réellement pris en compte par les décideurs dans l'élaboration des politiques de GDSM. Les représentants des populations jouent ainsi un rôle charnière entre les citoyens et les institutions responsables de l'assainissement. Enfin, l'équité intergénérationnelle dont il est question, consiste à assurer la durabilité, en évaluant les investissements dans les infrastructures de gestion des déchets, tels que la construction et l'aménagement des infrastructures de collecte des déchets, des centres d'enfouissement, la valorisation des déchets et la fourniture de la logistique de collecte. Cette équité garantit un accès de qualité au service de salubrité publique pour les générations actuelles et futures. Selon Cécile Fortin-Debart et Yves Girault (2009, p.1), cité par Tagouya (2023), la participation citoyenne implique l'engagement des individus et des groupes dans le processus décisionnel. Dans le contexte de la gestion des déchets ménagers à Abidjan, les populations ne sont pas encore incluses dans les prises de décision. Les démarches sont dirigées vers elles uniquement pour la mise en œuvre des décisions déjà prises par les autorités. Cette pratique qui consiste à décider à la place des populations peut être imputable à un manque d'éducation à la citoyenneté. À ce sujet, Crémieux (1998, p. 91), cité par Tagouya (2023), souligne que le premier objectif de l'école est la formation du citoyen. Il incombe donc au système éducatif et de formation de veiller à ce que chaque citoyen acquiert, à travers l'école, les connaissances, compétences et la culture nécessaires pour débattre des sujets qui le concernent et choisir de manière éclairée ses représentants dans l'espace public, dans la mesure où, il est reconnu que les compétences en citoyenneté ne sont pas innées. C'est donc à l'école que les citoyens reçoivent les fondements de l'éducation à la citoyenneté. Cependant, Crémieux (1998, p.112), l'un des auteurs qui a beaucoup contribué à la réflexion sur la mission de l'école en matière d'éducation civique, estime que la formation du citoyen est encore plus formelle que réelle. Comme dans d'autres pays du monde, la participation citoyenne est encouragée et recommandée à travers plusieurs textes internationaux et de nombreux mécanismes hétérogènes visant à associer les citoyens ordinaires aux discussions sur des enjeux collectifs et à l'élaboration des politiques publiques (Tagouya (2023)). Ces textes internationaux, qui concernent les questions environnementales, promeuvent l'importance du citoyen, acteur majeur dans la gestion des services publics relatifs à l'environnement et à l'assainissement. Par exemple, l'Agenda 21, chapitre 23 du Sommet de la Terre de Rio (1992), stipule que : « *l'un des principaux éléments indispensables à la réalisation du développement durable est une large participation du public à la prise de décisions* ». Les autorités n'hésitent donc pas à invoquer

sans cesse la participation citoyenne dans leurs discours sous divers termes, comme le remarquent [Schnapper et Bachelier \(2000\)](#), cité par [Tagouya \(2023\)](#) dans leur étude : développement participatif, démocratie participative, démocratie de proximité, démocratie locale, développement communautaire... Cependant, il existe souvent un énorme décalage entre ces discours et les résultats obtenus. De multiples campagnes de sensibilisation sont organisées dans les écoles chaque année à Conakry, selon nos recherches. Mais les pratiques d'éducation à la citoyenneté, notamment pour la gestion des déchets ménagers, se limitent simplement à dire aux enfants ce qu'il faut faire.

Lorsque Crémieux critique que l'éducation à la citoyenneté est trop formelle, c'est parce que les apprenants ne sont pas amenés à pratiquer, par exemple, l'assainissement public de manière à ce que cela soit ancré dans leur esprit en tant qu'acteurs essentiels. [Sarr \(2017\)](#) s'intéresse aux perceptions des ménages sur l'efficacité des politiques de gestion des déchets solides dans la ville de Dakar, au Sénégal. Selon lui, la majorité des ménages estiment que les politiques actuelles sont inefficaces, principalement en raison d'un manque de sensibilisation et de participation communautaire. Les enquêtés soulignent également des problèmes liés à la fréquence de collecte des déchets, qui est souvent irrégulière, ainsi qu'à l'insuffisance des infrastructures pour la gestion des déchets. L'auteur conclut que ces perceptions négatives soulignent la nécessité d'une révision des politiques et d'une meilleure communication entre les autorités locales et les ménages pour assurer une gestion plus efficace des déchets solides. ([Sarr, 2017](#)).

Également, l'étude menée par [Kouadio \(2018\)](#) sur l'évaluation des perceptions des ménages sur la gestion des déchets solides à Abidjan, Côte d'Ivoire, révèle que les ménages sont généralement insatisfaits des politiques de gestion des déchets solides. Les participants à l'enquête pointent du doigt plusieurs insuffisances, notamment la faible couverture des services de collecte dans les quartiers périphériques et les bidonvilles. De nombreux ménages rapportent que les déchets s'accumulent souvent pendant des semaines avant d'être collectés, ce qui engendre des problèmes de santé publique et des nuisances olfactives. Les enquêtés recommandent une meilleure planification et une gestion plus inclusive qui impliquerait directement les communautés locales. Les résultats de cette étude mettent en lumière la nécessité de repenser les politiques de gestion des déchets pour qu'elles soient plus adaptées aux réalités locales et aux attentes des ménages ([Kouadio, 2018](#)).

Les risques évoqués par les enquêtés concernant la mauvaise gestion des déchets à Conakry, tels que les problèmes respiratoires dus à l'inhalation de fumées, l'exposition et la vulnérabilité des enfants et la contamination de l'eau entraînant des maladies diarrhéiques, sont des préoccupations partagées dans d'autres études similaires. Selon [Fall et al., \(2017\)](#), il est rapporté que la combustion des déchets solides expose les populations à des polluants toxiques, augmentant les maladies respiratoires, notamment chez les enfants qui participent à la gestion des déchets. De plus, le mauvais traitement des déchets contribue à la contamination des sources d'eau potable, aggravant les épidémies de maladies hydriques comme la diarrhée. A Conakry, nous pensons que les risques liés à la présence du dépotoir central d'ordures en pleine ville sont nombreux et gaves vu la vulnérabilité des enjeux exposés à ce danger. L'Etat doit imminemment agir pour déménager cette décharge, concrétiser le plus rapidement possible le projet déjà en cours du nouveau site de Kouria dans la préfecture de Coyah. Les AI rencontrés eux, se préoccupent plutôt des risques d'inondation causée principalement par l'obstruction des passages des eaux pluviales du fait du rejet d'ordures dans les caniveaux, sur le littoral, les ruisseaux. Cette préoccupation majoritairement partagée par les autorités peut s'expliquer par

le fait que les inondations constituent une véritable problématique à Conakry en particulier et dans toute la Guinée. En effet, selon une étude du [CENAGCUE \(2021\)](#) du MEDD sur la cartographie des risques, les inondations arrivent en tête de classement des risques majeurs du pays, suivies des accidents de la route et des éboulements dans les sites d'orpaillage. Le service ajoute que les inondations font d'énormes dégâts matériels (écroulement de chaussées, migrations internes, destruction de bâtiments, parfois sensibles tels que les écoles, les hôpitaux, etc.) et des pertes en vies humaines.

Les défis de la gestion des déchets solides à Conakry sont multiples et complexes. Parmi les principaux obstacles identifiés, l'irrégularité des services fournis par les PME de collecte des déchets et le manque de professionnalisme sont récurrents. De plus, les quartiers enclavés souffrent d'un accès limité aux services de gestion des déchets, exacerbant les problèmes d'insalubrité. Enfin, l'absence de sanctions conséquentes pour les comportements inciviques, tels que le dépôt sauvage de déchets, limite l'efficacité des politiques de gestion des déchets. Nous recommandons à l'Etat d'œuvrer davantage dans l'accompagnement des PME par des subventions ou des formations certifiantes, introduire et appliquer des réglementations strictes et des sanctions, accentuer des campagnes de sensibilisation pour éduquer la population sur l'importance de la gestion des déchets et les encourager à adopter des comportements responsables, promouvoir la participation communautaire par la formation des comités locaux de gestion des déchets, fournir des poubelles séparées pour les déchets recyclables et non recyclables dans les foyers et les espaces publics.

Cependant, malgré les résultats significatifs obtenus, nous ne prétendons pas avoir complètement cerné la problématique de la gestion des ordures à Conakry. Cette étude présente certaines limites qui méritent d'être soulignées. Premièrement, l'échantillon de l'étude, bien que représentatif, reste limité en termes de taille et de diversité géographique eu égard aux moyens que nous disposons. En effet, l'étude s'est concentrée sur la commune de Ratoma à Conakry, ce qui peut ne pas refléter les perceptions des ménages et des acteurs institutionnels dans d'autres communes de la ville ou dans le Grand Conakry. Comme le souligne [Kouadio \(2015\)](#), une plus grande diversité géographique permettrait de mieux comprendre les variations régionales dans les perceptions de la gestion des déchets. Deuxièmement, l'étude repose principalement sur des données auto-rapportées, ce qui peut introduire des biais de désirabilité sociale. Les répondants peuvent avoir tendance à fournir des réponses perçues comme socialement acceptables plutôt que de refléter leurs véritables opinions. Enfin, l'absence de suivi longitudinal constitue une autre limite. Les perceptions des individus peuvent évoluer avec le temps en réponse à de nouvelles politiques ou à des changements environnementaux. Une étude longitudinale permettrait de capturer ces dynamiques et d'offrir une perspective plus complète sur l'efficacité des politiques de gestion des déchets. Pour améliorer les futures recherches, il serait bénéfique d'élargir l'échantillon pour inclure des participants de différentes communes de Conakry ainsi que des zones périphériques (Grand Conakry). Cette approche permettrait de capturer une diversité de perspectives et d'identifier des tendances générales et des particularités locales ([Kouadio, 2015](#)). De plus, l'intégration de méthodes mixtes, combinant des données quantitatives et qualitatives, renforcerait la robustesse des conclusions. Par exemple, des observations directes et des entretiens approfondis pourraient compléter les questionnaires qualitatifs et fournir des informations plus nuancées ([Diop et Ndiaye, 2018](#)). Enfin, la mise en place d'un suivi longitudinal est recommandée pour observer l'évolution des perceptions sur une période prolongée. Cela permettrait de mieux comprendre l'impact des interventions

politiques et des changements environnementaux sur les perceptions des ménages et des acteurs institutionnels.

L'analyse des données collectées a permis de vérifier partiellement les hypothèses formulées et d'atteindre les objectifs de l'étude. Les résultats montrent que les perceptions des ménages et des acteurs institutionnels influencent effectivement la gestion des déchets à Conakry, mais d'autres facteurs, tels que l'infrastructure et les ressources disponibles, jouent également un rôle significatif (Kouadio, 2015). Nous avons aussi trouvé que les perceptions négatives des ménages vis-à-vis des politiques de gestion des déchets sont fortement corrélées avec la présence d'ordures dans les rues de Conakry, ce qui confirme ainsi H1. Les ménages qui perçoivent les politiques comme inefficaces sont moins enclins à adopter des comportements appropriés de gestion des déchets (Diop et Ndiaye, 2018). Notre hypothèse 2 a été partiellement confirmée, car les analyses statistiques ont effectivement montré que les perceptions des ménages sont significativement influencées par des facteurs sociodémographiques et économiques, tels que le niveau d'éducation, le statut marital, l'âge, l'activité économique et la taille du ménage, mais pas par le genre. Alors que selon [Bationo \(2018\)](#) qui explore les différences de perception des risques environnementaux entre hommes et femmes au Burkina Faso, les femmes perçoivent les risques environnementaux de manière plus aiguë que les hommes, en raison de leurs rôles domestiques et de leur implication directe dans la gestion des ressources naturelles. H3 a été aussi partiellement vérifiée. Les résultats indiquent que le manque de concertation et de coordination entre les acteurs institutionnels constitue un frein à l'amélioration du système de gestion des déchets, mais d'autres contraintes, telles que le manque de ressources financières et techniques, sont également des obstacles majeurs (Diop et Ndiaye, 2018). En ce qui concerne les objectifs spécifiques, l'étude a permis d'atteindre les objectifs 1 et 2 de manière satisfaisante. Les perceptions des ménages et des acteurs institutionnels ont été analysées et les facteurs influençant ces perceptions ont été identifiés. Cependant, l'objectif 3 a été partiellement atteint, car bien que les perceptions des acteurs institutionnels sur la coordination des actions aient été analysées, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre pleinement les dynamiques de coordination dans la chaîne de gestion des DSM à Conakry.

Conclusion

Les grandes villes, où vit plus de la moitié de la population mondiale, sont actuellement confrontées à de gros problèmes de gestion des déchets. Avec l'urbanisation rapide, l'augmentation de la population et le développement économique, les déchets ménagers deviennent un souci de plus en plus pressant. Par exemple, dans certaines villes africaines, les inondations sont souvent causées par des caniveaux bouchés par des déchets, ce qui entraîne des dégâts matériels et même des pertes humaines.

À Conakry, les gens se débarrassent de leurs ordures de plusieurs façons : certains les brûlent, d'autres les jettent dans les caniveaux ou dans des espaces libres. Résultat, des tas d'ordures s'accumulent partout, dans les rues, les marchés, etc. La prolifération de ces immondices est due à la faiblesse des capacités de gestion des déchets dans les communes, en dépit des efforts des autorités et des ONG. Les services de collecte et d'évacuation des déchets sont inefficaces, ce qui favorise la création de dépotoirs sauvages. La seule décharge officielle, "La Minière", est saturée et représente un véritable danger écologique et social, étant maintenant entourée de nombreuses habitations.

Pour comprendre pourquoi il y a autant de tas d'ordures à Conakry, nous avons mené une étude sur les perceptions des ménages et des acteurs institutionnels. L'idée était d'analyser leurs points de vue pour formuler des recommandations visant à réduire, voire éliminer, le rejet des ordures dans la nature. Notre zone d'étude était la commune de Ratoma, où les problèmes de gestion des déchets sont particulièrement graves à cause de la présence de cette décharge et des risques qu'elle représente.

Les objectifs spécifiques visés étaient d'analyser les perceptions vis-à-vis des politiques et des pratiques de gestion des déchets, les facteurs influençant ces perceptions et la coordination des acteurs évoluant dans la chaîne de GDSM. Pour cela, nous avons effectué des entretiens auprès de 280 ménages et 100 acteurs institutionnels. Nos recherches ont permis de mettre en lumière plusieurs éléments clés influençant la gestion des déchets, en soulignant également les obstacles rencontrés, les risques encourus et les solutions d'atténuation. Les ménages se plaignent de l'inefficacité des services de collecte : les collectes sont irrégulières, les PME manquent de professionnalisme, et il n'y a pas assez d'infrastructures. Ils soulignent aussi le manque de sensibilisation et d'implication des populations.

Du côté des acteurs institutionnels, même s'ils reconnaissent les défis, ils mettent en avant leurs efforts pour améliorer la situation, comme la création d'un Schéma Directeur et d'une stratégie de professionnalisation de la filière Déchets Solides, la mise en place de programmes d'activités comme SANITA piloté par ENABEL, de sensibilisation tels que les journées citoyennes d'assainissement collectif et la collaboration avec les PME de collecte par la contractualisation. Mais ils admettent aussi que les contraintes budgétaires et logistiques limitent l'efficacité des initiatives. Un autre problème majeur évoqué est le manque de leadership, de coordination et de communication entre les différents acteurs de la gestion des déchets. Cette absence de synergie complique la mise en œuvre des politiques et réduit l'efficacité des actions entreprises.

Les ménages évoquent des risques sanitaires comme des maladies respiratoires et diarrhéiques dues à la contamination de l'eau et à l'inhalation de fumée de brûlage de la décharge, ainsi que des risques d'éboulements et de coulées boueuses. Les acteurs institutionnels, eux, mentionnent les risques d'inondation causés par le bouchage des passages d'eau pluviale, entraînant d'énormes dégâts matériels et parfois des pertes humaines. De plus, la perception négative des politiques de gestion des déchets parmi les enquêtés au sein des ménages met en évidence un besoin de communication et de sensibilisation plus efficace et adaptée. Les ménages peuvent être des partenaires très importants dans la promotion de pratiques de gestion des déchets plus durables s'ils sont mieux impliqués et écoutés.

Pour améliorer la situation, il est crucial que les autorités guinéennes renforcent la transparence, la coordination et la communication entre tous les acteurs impliqués. La délocalisation de la décharge de Conakry, la subvention des PME de collecte, et le développement d'infrastructures adéquates sont des actions prioritaires. Des campagnes de sensibilisation ciblées et adaptées pourraient aussi renforcer l'implication communautaire.

En conclusion, la gestion des déchets à Conakry nécessite une approche intégrée et collaborative. Les perceptions négatives des ménages et des acteurs institutionnels vis-à-vis des politiques de gestion des déchets constituent un obstacle majeur à l'amélioration du système. Il est donc essentiel de renforcer la concertation et la coordination entre les acteurs, d'améliorer la transparence des politiques, et de sensibiliser les ménages aux bonnes pratiques. Avec des stratégies adaptées et inclusives, il est possible de réduire significativement les tas d'ordures et d'améliorer la salubrité publique de manière durable. L'engagement de tous les acteurs, soutenu par une volonté politique forte et des ressources adéquates, est indispensable pour atteindre cet objectif.

Références bibliographiques :

- Abdelli, d. (2005).** Incidences environnementales de la décharge non contrôlée de la capitale régionale Labé et mesures d'atténuation. Mém. DEA Sc. Environnement, CERE Université de Conakry, Rép.Guinée, 135 p.
- Achankeng, E. (2003).** Globalization, Urbanization and Municipal Solid Waste Management in Africa. African Studies Association of Australasia and the Pacific Conference Proceedings, pp. 1-22.
- Anjou, et Poirier. (1992).** 50 façons de recycler vos déchets. Ed. Berger, Eastman-Québec, 192p.
- Avouglia, K., Yampoadeb, P.G. & Agbamarro, M. (2023).** Gestion des déchets solides ménagers dans la ville de Dapaong au Nord Togo. Revue Espace Géographique et Société marocaine, 71.
- BAD, (2022)** - Etude de diagnostic urbain de Conakry, Rapport 2022, P8/76
- Bagalwa, M., Karume, K., Mushagalusa, N.G., Ndegeyi, K., Birali, M., Zirirane, N., Masheka, Z. et Bayongwa, C., (2013).** Risques potentiels des déchets domestiques sur la santé des populations en milieu rural : cas d'Irhambi Katana (Sud-Kivu, République Démocratique du Congo).
- Bangoura, M.R. (2017).** Gestion des déchets solides ménagers et ségrégation socio-spatiale dans la ville de Conakry. Géographie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II.
- Barr, S. (2007).** Factors influencing environmental attitudes and behaviors: A UK case study of household waste management. *Environment and Behavior*, 39(4), 435-473.
- Bationo, A. (2018).** Genre et perceptions des risques environnementaux au Burkina Faso : une analyse des différences entre hommes et femmes. *Revue des Sciences de l'Environnement*, 7(2), pp. 34-47.
- Baud, I., Grafakos, S., Hordijk, M. & Post, J. (2001).** Quality of life and alliances in solid waste management: Contributions to urban sustainable development. *Cities*, 18(1), pp. 3-12.
- Bertolini, G. (2000).** Décharges : quel avenir ? Société Alpine de Publications, Grenoble/Paris, 107 p.
- Bonametti, E. (2016).** Les AI dans la gestion des déchets solides urbains : le cas de la ville de Douala. *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 12(1), pp. 35-50.
- Diallo, M. & Bengaly, F. (2014).** Gouvernance urbaine et gestion des déchets solides à Bamako. *Revue Africaine de Gestion Urbaine*, 9(3), pp. 203-218.
- Diop, A. (2013).** Les défis de la gestion des déchets solides en milieu urbain au Sénégal. *Cahiers d'Études Africaines*, 53(2), pp. 455-478.
- Diop, M., & Ndiaye, A. (2018).** Perceptions des risques environnementaux et gestion des déchets à Dakar, Sénégal. *Environnement Urbain*, 12, 23-35.
- DNACV (2011).** Politique Nationale de l'assainissement. Conakry, République de Guinée : Ministère délégué à l'environnement, p.114.
- Durkheim, E. (1897).** Le Suicide : étude de sociologie. Paris : Alcan.
- Ebreo, A., & Vining, J. (2001).** How similar are recycling and waste reduction? Future orientation and reasons for reducing waste as predictors of self-reported behavior. *Environment and Behavior*, 33(3), 424-448.

- Emmanuel ngnikam, b. Mougoue, f. Tietche.** Eau, Assainissement et impact sur la santé : étude de cas d'un écosystème urbain à Yaoundé – 2007
- ENABEL Guinée, 2023.** Etude socio anthropologique et genre sur la gestion des déchets en Guinée
- Esther Laurentine NYA, 2020.** Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le département du ndé (région de l'ouest-cameroun), université de Yaoundé I, PhD en Géographie.
- Gouveia, N. & Ruscitto, A. (2009).** Environmental justice in Brazil: An evaluation integrating environmental health and socio-demographic indicators. *Cadernos de Saúde Pública*, 25, pp. S64-S76.
- Graindorge, J. (2000).** La gestion globale et maîtrisée des déchets ménagers. Ed. Territorial l'Essentiel sur, Voiron, 90 p.
- Gueye, M. (2014).** Les pratiques de gestion des déchets ménagers dans les quartiers de Dakar. *Revue Internationale des Sciences de l'Environnement*, 12(1), pp. 45-60.
- Hardoy, J.E. et al. (1992).** Environmental problems in third world cities. Earthscan, London, 96 p.
- Hardoy, J.E. et al. (2001).** Environmental problems in an urbanizing world. Earthscan, London, 112 p.
- Houngbo, C. (2020).** Niveau d'éducation et perceptions des politiques environnementales au Bénin. *Revue de l'Éducation et du Développement Durable*, 8(1), pp. 112-127.
- INS, (2014)** République de Guinée. Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat, (RGPH3)
- Kabore, P. N., Barbier, B., Ouoba, P., Kiema, A., Some, L. & Ouedraogo, A. (2019).** Perceptions du changement climatique, impacts environnementaux et stratégies endogènes d'adaptation par les producteurs du Centre-nord du Burkina Faso. *VertigO*, 19(1).
- Kelly, T. C., Mason, I. G., Leiss, M. W., & Ganesh, S. (2006).** University community responses to on-campus resource recycling. *Resources, Conservation and Recycling*, 47(1), 42-55.
- Kengne, D.T., Mbassi, J.P. & Ngnikam, E. (2013).** Perception et comportements des ménages vis-à-vis des déchets ménagers : le cas de Yaoundé au Cameroun. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 13(2). <https://doi.org/10.4000/vertigo.13715>
- Koffi, A. (2020).** Évaluation des perceptions des fonctionnaires publics sur les politiques de gestion des déchets solides à Lomé, Togo. *Revue Togolaise de l'Administration Publique*, 7(2), pp. 102-118.
- Kouadio, J. (2018).** Évaluation des perceptions des ménages sur la gestion des déchets solides à Abidjan, Côte d'Ivoire. *Journal Ivoirien de Sociologie Urbaine*, 6(3), pp. 78-96.
- Kouadio, K.A., Touré, F. & Kouamé, B. (2012).** Politiques publiques et gestion des déchets solides ménagers à Abidjan. *Environnement, Risques & Santé*, 11(6), pp. 504-512. <https://doi.org/10.1684/ers.2012.0581>
- Kouadio, L., & Kouadio, E. (2015).** Perceptions et pratiques des ménages en matière de gestion des déchets solides à Abidjan, Côte d'Ivoire. *Cahiers Agricultures*, 24(1), 1-8.
- Kpanou, A.D., Gnangle, C.P. & Houndenou, C. (2014).** La gestion des déchets municipaux au Bénin : stratégies et acteurs. *Cahiers Agricultures*, 23(1), pp. 12-18. <https://doi.org/10.1684/agr.2014.0702>
- Le Goux, J.-Y. & Le Douce, C. (1995).** Incinération des déchets ménagers. Ed. Economica, Paris, 226 p.
- Lhuillier, D. & Cochin, Y. (1999).** Des déchets et des hommes. Desclée de Brouwer, Paris, 185 p.

- Mama sire sall, 2023.** Problématique de l'accès à l'eau potable dans la commune de Tambacounda : cas des quartiers abattoirs complémentaire, afia, plateau et sare guilel, 148 pages
- Maystre, L.Y. et al. (1994).** Déchets urbains : nature et caractérisation. Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 219 p.
- Mbaye, P. (2015).** L'engagement des AI dans la gestion des déchets solides ménagers à Dakar. *Journal des Sciences Environnementales*, 5(2), pp. 89-102.
- Mensah, K. (2019).** Perceptions des responsables municipaux sur la gestion des déchets solides à Accra, Ghana. *Revue Ghanéenne de Gestion Urbaine*, 4(1), pp. 45-63.
- Merton, R.K. (1957).** *Social Theory and Social Structure*. New York : Free Press.
- Ministère du Plan, République de Guinée, 2016 – 2020.** Plan National de Développement Economique et Social, (PNDES) P70
- Naghel, M. (2003).** Gestion des déchets solides urbains ; Cas d'étude : ville de M'sila. Mémoire de Magister, Université Mohamed Bouliaf, 147 p.
- Ndiaye, A., Fall, S. & Diallo, A. (2010).** Les pratiques de gestion des déchets ménagers et leurs impacts environnementaux à Dakar. *Revue des sciences de l'environnement*, 26(3), pp. 389-403. <https://doi.org/10.7202/1017912ar>
- Ndiaye, M.C., Olivier, F., Boucari, H. & Toure, C.S. (2019).** Qualité des eaux souterraines situées aux environs immédiats d'une décharge non ou insuffisamment contrôlée : cas de la décharge de la Minière, commune de Ratoma, Guinée Conakry. Cabinet EDE international SA (Environnement, Déchets, Eau).
- Ngambi, J.R. (2015).** Déchets solides ménagers de la ville de Yaoundé (Cameroun) : de la gestion linéaire vers une économie circulaire. *Géographie*. Université du Maine.
- Ninamou.t & diakite.s (2021)** « Impact of the proliferation of boreholes on the quantitative state of groundwater in the municipality of Ratoma – Conakry », *African Scientific Journal* « Volume 03, Numéro 8 » pp: 187-205.
- Pichat, P. (1996).** *La gestion des déchets*. Flammarion, Evreux, 124 p.
- Pires, A., Martinho, G., & Chang, N. B. (2011).** Solid waste management in European countries: A review of systems analysis techniques. *Journal of Environmental Management*, 92(4), 1033-1050.
- PNUD-Guinée (2021).** Le système de gestion des déchets et les modèles économiques innovants possibles – Rapport d'enquête, Conakry
- République de Guinée.** Politique Nationale de l'Environnement (PNE) - 2011
- République de Guinée.** Stratégie Nationale de l'Hygiène Publique (SNHP) – 2014-2016, P6).
- Sangaré, A. (2012).** Perception et gestion des déchets solides issus de l'espace public urbain : le cas de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). *Revue des sciences sociales*, 47, pp. 112-119.
- Sarmah, K. & Hazarika, B. (2012).** Importance of the size of Sample and its determination in the context of data related to the schools of greater Guwahati. *Bull. Gauhati Univ. Math. Assoc*, 12, pp. 55-76.
- Sarr, A. (2015).** Tri sélectif et recyclage des déchets domestiques : cas des ménages à Thiès. *Journal de Gestion Environnementale*, 3(2), pp. 72-85.
- Sarr, F. B. (2017).** Perceptions des ménages sur les politiques de gestion des déchets solides à Dakar, Sénégal. *Revue Africaine de l'Environnement et de Développement Durable*, 5(2), pp. 123-140.
- Siyamu, M.S.D. (2022).** La collecte des déchets ménagers solides dans la ville de Bukavu : un défi à relever. UC Louvain, Faculté des bioingénieurs, TFE.

Slosse, G. (1995). La gestion des déchets urbains en France depuis 1970 : Structuration nationale et régulations territoriales. Thèse de Doctorat, Paris XII Val-de-Marne, 371 p.

Sore, S., & Napon, M. (2016). Perceptions et pratiques des ménages en matière de gestion des déchets ménagers à Ouagadougou, Burkina Faso. *Revue des Sciences de l'Environnement*, 12(2), 55-68.

Sovogui, J.A., (2019). La contribution du modèle de renforcement des capacités dans la gestion des déchets ménagers et la mise en œuvre d'un développement territorial durable : le cas de Conakry. Faculté des Etudes Supérieures et de la Recherche, Université de Moncton, Juin 2019.

Sylla, O. (2016). Les politiques publiques de gestion des déchets solides urbains au Sénégal. *Revue Africaine des Politiques Publiques*, 14(2), pp. 98-113.

TAGOUYA, K. F. (2023). Les déterminants de la communication pour un engagement durable des populations pour l'amélioration de la gestion des déchets ménagers et assimilés à Abidjan. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 1(6), Décembre, ISSN : 2958-8413.

Tall, I. (2017). Les infrastructures de gestion des déchets en Afrique de l'Ouest : efficacité et défis. *Revue des Déchets et de l'Environnement*, 22(3), pp. 225-239.

Traoré, S., & Konaté, D. (2017). Genre et gestion des déchets solides à Bamako, Mali. *Revue Malienne de Géographie*, 18, 75-90.

Uzoma, U.A. (2020). Déterminants économiques de la participation des ménages à la gestion des ordures ménagères dans la commune de Ratoma à Conakry. CERE, UGAN, RG.

Vigour, C. (2005). La comparaison dans les Sciences Sociales, Pratiques et Méthodes. Editions La Découverte, Paris.

Weber, M. (1904). *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism*. London: Allen and Unwin.

Wilson, D. C., Velis, C., & Rodic, L. (2015). Integrated sustainable waste management in developing countries. *Proceedings of the Institution of Civil Engineers - Waste and Resource Management*, 168(2), 54-68.

Zaman, A. U. (2015). A comprehensive review of the development of zero waste management: Lessons learned and guidelines. *Journal of Cleaner Production*, 91, 12-25.

Webographie :

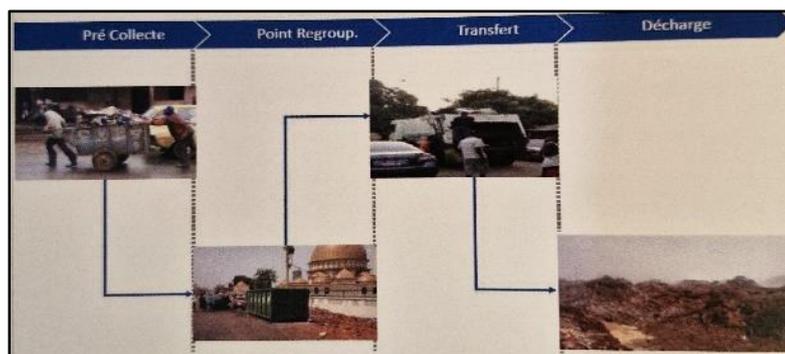
www.guinee44.org consulté le 30 mars 2024

[Le manque d'assainissement pour 2,4 milliards de personnes compromet les améliorations dans le domaine de la santé \(who.int\)](https://www.who.int) consulté le 22 février 2024

<https://www.invest.gov.gn/> consulté le 2 mars 2024

<http://www.stat-guinee.org/> consulté le 12 avril 2024

1. Schéma des modes de collecte, transfert et traitement en décharge. Source : SPGDS, Berger, 2019



2. Institutions et nombre d'AI rencontrés

N°	Institution et collectivités	Nbre de pers.
1	ALBAYRAK	1
2	ANASP (Agence Nationale de Salubrité Publique)	3
3	ASSOCIATION DES VIDANGEURS	1
4	CENAGCUE (Centre National Gestion Catastrophes et Urgences Environnementales)	3
5	CONAAG (Coordination nationale des acteurs de l'assainissement de Guinée)	5
6	CONSEIL DE QUARTIERS DE RATOMA (Collectivités Locales)	26
7	DATU (Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme)	2
8	DIRECTION NATIONALE DE L'HYGIENE PUBLIQUE/Ministère de la Santé	5
9	DNACV (Direction Nationale Assainissement et Cadre de Vie)	5
10	DNPNC (Direction Nationale Pollution, Nuisance et Changement Climatique)	5
11	ENABEL (Programme SANITA)	5
12	FEGEDEG (Fédération des Gestionnaires de Déchets de Guinée)	1
13	GOUVERNORAT/BRIGADE SALUBRITE	4
14	MAIRIE RATOMA	8
15	OMS	2
16	PME de collecte, ZTT (zone de tri et transit)	20
17	POUBELLE DE CKY	2
18	UNICEF	2
20	TOTAL	100

3. Nombre de ménages enquêtés par quartiers à Ratoma

N°	Quartier	Cible	Population totale ciblée	Population totale enquêtée	Pourcentage (%)
1	Hamdallaye	Ménages	14	14	100
2	Bambeto	Ménages	14	14	100
3	Koloma	Ménages	14	14	100
4	Cosa	Ménages	14	14	100
5	Dar ès Salam1	Ménages	14	14	100
6	Dar ès Salam2	Ménages	14	14	100
7	kaporo centre	Ménages	14	14	100
8	kaporo rail	Ménages	14	14	100
9	Simbaya	Ménages	14	14	100
10	Simanbossia	Ménages	14	14	100
11	Foula madina	Ménages	14	14	100
12	Yattaya	Ménages	14	14	100
13	Wanidara	Ménages	14	14	100
14	Nongo	Ménages	14	14	100
15	Sonfonia centre1	Ménages	14	14	100
16	Sonfonia centre2	Ménages	14	14	100
17	kobaya	Ménages	14	14	100
18	Taouyah	Ménages	14	14	100
19	Ratoma Dispensaire	Ménages	14	14	100
20	Ratoma Centre	Ménages	14	14	100
TOTAL				280	

4. QUESTIONNAIRE D'ENTRETIEN SEMI DIRIGE DESTINE AUX MENAGES

THEME : Perceptions des ménages et AI sur les pratiques et politiques de gestion des déchets domestiques dans la ville de Conakry, République de Guinée : une analyse comparative

Introduction :

Bonjour, mon nom est (nom de l'enquêteur). Je suis accompagné de (nom de la ou des personnes qui l'accompagnent)

Nous sommes des étudiants et nous menons une enquête pour comprendre les perceptions des ménages concernant la gestion des déchets ménagers dans votre communauté. Vos réponses très importantes nous permettront de comprendre les problèmes auxquels nos communautés sont confrontées en matière de gestion des ordures afin d'avoir une vue d'ensemble de la situation. Il sera impossible de vous repérer à partir de vos réponses ; mettez-vous donc à l'aise pour nous dire ce que vous pensez vraiment. Vous n'encourez aucune sanction si vous refusez d'y participer. Acceptez - vous de participer à la présente enquête ? [Si la réponse est négative, annulez l'entretien].

Nous pouvons nous entretenir dans la langue de votre choix

Merci de nous recevoir et de prendre le temps de répondre à ce questionnaire. Cela peut durer entre 20 et 30 min

Section 1 : Caractéristiques sociodémographiques

1.1. Genre :

- Homme
 Femme

1.2. Âge :

- 18-25 ans
 26-40 ans
 41-60 ans
 Plus de 60 ans

1.3 Adresse :

Commune :

Quartier

1.4 Nombre de personnes vivant dans le ménage :

1.5 occupation de l'enquêté :

- Ménagère
- Ouvrier
- Commerçant (e) / vendeur (se)
- Fonctionnaire
- Retraité
- Autre (à préciser)

1.6. Statut marital de l'enquêté :

- Célibataire
- Marié(e)
- Divorcé(e)
- Veuf/Veuve

1.7. Niveau d'éducation du répondant

- Aucun
- Professionnelle (couture, teinture, cordonnerie, électricité...)
- Primaire
- Secondaire
- Universitaire

Section 2 : Perceptions des pratiques de gestion des déchets

2.1. Comment évaluez-vous l'efficacité des politiques actuelles de gestion des déchets domestiques à Ratoma ?

- Très efficaces : satisfait des politiques en place car répondent exactement aux besoins
- Efficaces : impacts positifs mais à améliorer
- Peu efficaces : les politiques ne parviennent pas à produire des résultats satisfaisants
- Pas du tout efficaces : échec total des politiques

2.2. Qu'est-ce qui fonctionne bien et qu'est-ce qui pourrait être amélioré ?

Ce qui Fonctionne bien :

- La collecte régulière des déchets dans la plupart des quartiers.
- Les campagnes de sensibilisation
- Mise en place de centres de recyclage et de compostage
- Autres

Ce qui pourrait être amélioré :

- La couverture inégale des services de collecte des déchets dans certains quartiers
- La construction d'infrastructures de traitement des déchets,
- La participation des communautés locales dans la planification et la mise en œuvre des programmes de gestion des déchets

- Autres

2.3. Que pensez-vous des efforts de l'état dans la gestion des déchets domestiques ?

- Très satisfaisants : Les efforts de l'État dans la gestion des déchets sont excellents et produisent des résultats significatifs.
- Satisfaisants : L'État fait des efforts appréciables dans la gestion des déchets, mais il y a encore des améliorations à faire
- Insatisfaisants : Les efforts de l'État dans la gestion des déchets sont insuffisants et ne répondent pas aux besoins de la population
- Très insatisfaisants : Les efforts de l'État dans la gestion des déchets sont totalement inadéquats et doivent être sérieusement revus.

2.4. Comment gérez-vous vos ordures ?

- Abonné à une PME
- Brûlage
- Espace libre
- Caniveaux
- Autres

2.5. Que pensez-vous de la façon dont vos pratiques personnelles de gestion des déchets sont perçues par les autorités ?

- Favorables : Je pense que les autorités considèrent mes pratiques de manière positive et les apprécient comme des contributions utiles à la gestion des déchets.
- Neutres : Je n'ai pas de perception claire sur ce que pensent les autorités de mes pratiques de gestion des déchets, car elles n'ont pas exprimé d'opinion claire à ce sujet.
- Critiques : Je pense que les autorités critiquent mes pratiques de gestion des déchets, trouvant des lacunes ou des aspects à améliorer.
- Ignorées : Je pense que les autorités ne prêtent pas attention à mes pratiques de gestion des déchets et les ignorent largement.
- Je ne sais pas : Je n'ai pas assez d'informations pour juger de ce que pensent les autorités de mes pratiques de gestion des déchets, ou je n'ai pas de contact direct avec elles pour le savoir.

2.6. Avez-vous, déjà eu connaissance de projets mis en place dans votre quartier pour la gestion des déchets domestiques à Conakry ?

- Oui
- Non

2.7. Si oui, ces projets ont-ils apporté des changements dans la gestion des déchets et lesquels ?

- Prise de conscience et changement de comportements des ménages suites à la sensibilisation
- Amélioration de la fréquence de collecte
- Amélioration et construction des infrastructures
- Participation communautaire accrue
- Autres :

2.8. Que pensez-vous de votre rôle dans la gestion des déchets chez vous ?

- Très impliqué(e) : Je suis très actif/active dans la gestion des déchets chez moi, je trie mes déchets et je les élimine de manière responsable.
- Impliqué(e) : Je participe régulièrement à la gestion des déchets domestiques
- Peu impliqué(e)

- Pas du tout impliqué(e)

2.9. Quels sont les Obstacles, difficultés ou autres facteurs qui peuvent entraver vos efforts et votre volonté à contribuer à une meilleure gestion de vos déchets

- Manque d'infrastructures adéquates pour la collecte sélective des déchets.
- Manque de sensibilisation sur les bonnes pratiques de gestion des déchets.
- Contraintes de temps et de disponibilité pour trier les déchets correctement.
- Coût élevé des services de collecte des déchets.
- Absence de programmes de recyclage ou de compostage dans la région.
- Autres :

Section 3 : perception des ménages sur les risques liés à la gestion des déchets domestiques à Conakry et comment ces risques affectent leurs actions et comportements quotidiens

3.1 Pensez-vous qu'il existe des dangers liés à la mauvaise gestion des déchets domestiques ?

- Oui
- Non
- Ne sait pas

3.2 Quels risques pensez-vous que la gestion des déchets peut poser pour la santé des membres de votre famille ?

- Contamination de l'eau potable par des déchets mal gérés, ce qui peut entraîner des maladies gastro-intestinales.
- Augmentation des cas de maladies respiratoires en raison de l'inhalation de fumées toxiques provenant de la combustion de déchets.
- Risque d'accidents domestiques causés par des débris tranchants ou des matériaux dangereux mal éliminés.
- Autres :

3.3 Comment ces risques influencent-ils vos pratiques quotidiennes ? (Les perceptions des risques influencent-elles les habitudes et pratiques des ménages ?)

- Incinération à l'air libre
- Enfouissement ou Compostage
- PME de collecte des ordures
- Rejet dans les caniveaux
- Rejet à l'air libre
- Rejet dans les puits perdus ou fossés
- Autres (à préciser) :

3.4 Quelles recommandations spécifiques pouvez-vous formuler pour minimiser les risques améliorer la gestion des déchets domestiques à Ratoma ?

- Améliorer les infrastructures de collecte des déchets.
- Renforcer les programmes de sensibilisation sur la gestion des déchets.
- Mettre en place des campagnes de recyclage et de compostage.
- Appliquer des mesures de réglementation plus strictes pour le tri et l'élimination des déchets.
- Impliquer davantage la communauté dans les initiatives de gestion des déchets.
- Autres

- Merci d'avoir pris le temps de répondre à ce questionnaire. Vos réponses sont utiles pour mieux comprendre les perceptions des ménages sur la gestion des déchets domestiques et l'accès à l'eau.

Date :

Nom et signature de l'enquêteur :



5. QUESTIONNAIRE D'ENQUETE DESTINE AUX INSTITUTIONS, ONG, ASSOCIATIONS ET COLLECTIVITES

THEME : Perceptions des ménages et AI sur les pratiques et politiques de gestion des déchets domestiques dans la commune de Ratoma, à Conakry, République de Guinée : une analyse comparative

Introduction :

Nous sommes étudiants des Universités de Liège et de Namur en Belgique et nous menons actuellement une étude sur la gestion des déchets à Conakry dans le cadre notre travail de fin d'études. Nous vous sollicitons pour votre expertise et votre contribution précieuse en tant qu'acteur institutionnel, personne-ressource, bien informée dans ces domaines. Votre participation à ce questionnaire nous aidera à mieux comprendre la situation actuelle, à identifier les défis potentiels et à formuler des recommandations pour améliorer la situation actuelle.

Nous vous rassurons que vos réponses, resteront confidentielles et ne seront utilisées que dans le cadre de cette étude.

Section 1 : Informations générales :

Nom de la structure (service, ONG, Association ...) :

Domaine d'action en rapport avec la gestion des déchets :

Fonction / Profession du répondant :

Age du répondant :

Genre :

Section 2 : perceptions des pratiques de gestion des déchets domestiques :

1. Comment percevez-vous l'efficacité des politiques actuelles de gestion des déchets domestiques à Conakry ?
 - Très efficaces (amélioration de la propreté et de l'hygiène ; réduction des déchets abandonnés...)
 - Efficaces : progrès tangibles dans la gestion des déchets
 - Peu efficaces : les politiques actuelles ne parviennent pas à réduire les dépotoirs sauvages
 - Pas du tout efficaces : n'ont apporté aucune amélioration dans la gestion des déchets
 - Autres
2. Sur quels critères basez-vous cette perception ?

- Fréquence de ramassage des déchets
- Niveau de propreté et d'hygiène
- Disponibilité ou non de centres de traitement ou de recyclage des déchets
- Existence ou non existence de programmes de sensibilisation
- Autres : (à préciser) :

3. Quelle est votre perception de l'engagement des ménages dans la gestion des déchets domestiques à Conakry ?

- Très élevée : tous les ménages sont engagés dans la gestion des déchets, participent aux initiatives, etc.
- Elevée : la plupart des ménages montrent un grand intérêt
- Faible : manque d'engagement généralisé des ménages dans la gestion des déchets, peu d'intérêt pour les initiatives

4. Comment évaluez-vous les pratiques des ménages en matière de gestion des déchets domestiques ?

- Très bonnes (bonnes pratiques de tri, compostage, réduction, ...)
- Bonnes : (la plupart ont une conscience environnementale)
- Moyenne : (les efforts sont variables selon les quartiers)
- Faibles (manque de participation des ménages à tous les programmes et projets de gestion des déchets)
- Très faibles : aucune prise de conscience au niveau des ménages

5. Quels aspects vous semblent les plus préoccupants et/ou encourageants ?

5.1 Aspects Préoccupants :

- Rejet dans les espaces publics
- Rejet dans les caniveaux
- Rejet dans la mer ou sur le littoral
- Rejet dans les cours d'eau ou les ruisseaux
- Brûlage des déchets
- Autres :

5.2 Aspects Encourageants :

- Compostage
- Participation communautaire aux projets d'assainissement
- Abonnement aux PME
- Autres :

6. Quelles sont, selon vous, les principales contraintes auxquelles sont confrontés les ménages dans la gestion de leurs déchets domestiques ?

- Economiques
- Infrastructurelles
- Manques de sensibilisation
- Autres :

7. Que pensez-vous de la perception que les ménages ont vis-à-vis des politiques, programmes et projets de gestion des déchets domestiques à Conakry ? (Que pensent les ménages des politiques ?)

- Positives : les ménages sont très favorables aux politiques et soutiennent les initiatives
- Négatives : les ménages ont une perception négative des projets et programmes
- Mitigées : les ménages ont des perceptions partagées sur l'efficacité des politiques

8. Quels sont, d'après vous, les principaux risques associés à la gestion des déchets domestiques à Conakry ?

- Inondation : blocage du passage de l'eau par les ordures
- Pollution de l'eau (Maladies diarrhéiques)
- Pollution de l'air (maladies infectieuses)
- Pollution du sol : contamination de l'eau, destruction de l'habitat naturel
- Autres :

9. Comment percevez-vous ces risques et que recommandez-vous ?

9.1 Perceptions des risques

- Très préoccupants : risques très graves et nécessitent une action immédiate
- Préoccupants : nécessitent une attention soutenue pour éviter les conséquences à long terme
- Modérés : risques gérables avec des mesures appropriés de prévention et de gestion
- Limités : risques minimes et peu probables, ne représentant pas une menace pour la santé

9.2 Recommandations :

- Sensibilisation/participation communautaire
- Construction ou amélioration d'infrastructures
- Surveillance environnementale
- Renforcer la réglementation et l'application des lois environnementales
- Autres :

10. Pouvez-vous identifier des points forts et des points faibles dans la coordination entre les différentes institutions impliquées dans la gestion des déchets domestiques à Conakry ?

10.1 - Points Forts

- Communication
- Collaboration formelle telle que les comités interministériels
- Autres

10.2 – Points faibles

- Manque de communication entre institutions
- Chevauchement de compétences et responsabilités
- Manque de leadership et de volonté politique
- Autres

Nous vous remercions sincèrement de prendre le temps de répondre à ce questionnaire. Vos réponses contribueront à l'amélioration des conditions de vie dans notre communauté. Nous sommes également ouverts à toute information supplémentaire que vous pourriez juger pertinente dans le cadre de cette étude.

Date :

Nom et signature de l'enquêteur :